

576

Bibliothèque de l'Université
de Liège. — Périodiques

1925 JUL 10

Cinquième année, N° 16

Publication hebdomadaire
Un an : 25 frs ; six mois : 15 frs.
Le numéro : 75 centimes

La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM!

vendredi 10 juillet 1925

Sommaire :

Les raisons d'un souhait	Abbé R. G. van den Hout.
La Restauration des Finances françaises	Georges Valois.
Le Chanoine Becker	Monseigneur Ladeuze.
L'âme catholique de l'Angleterre	Abbé Jacques Leclercq.

Les idées et les faits : Chronique des idées : Brialmont, Mgr J. Schyrgens. — La crise du protestantisme continental. — France.

La Semaine

♦ *Au lendemain de la guerre, l'Europe eut pu écraser très facilement le bolchevisme dans l'œuf.*

Lloyd George n'ayant pas compris, n'a pas voulu.

Et le chancre s'est développé... Et il menace plus que jamais la paix mondiale...

En Chine, Moscou exploite très habilement les fautes des Européens et s'emploie à envenimer le conflit.

« La Chine aux Chinois », déclare l'ambassadeur des Soviets, avec l'espoir que l'on comprendra : la Chine contre l'Europe et l'Amérique !

Et après la Chine, viendra le tour de l'Inde. Les

successeurs de Lenine rêvent d'une Asie soviétique envahissant l'Europe.

Au Maroc, l'or bolcheviste sert à tuer des soldats français et à créer de grandes difficultés à la France. Voilà qui fera réfléchir Londres et Paris.

Au lieu de s'être entendu pour préserver l'Occident d'une nouvelle invasion barbare, ils ont laissé faire, et ont même accepté de négocier avec Moscou.

On dit que M. Chamberlain songe — enfin ! — à constituer un bloc antisoviétique.

Est-ce possible encore ?

Et puis, ce n'est pas de « bloc » qu'il faudrait parler, mais de « croisade »...

Bruxelles : 11, Boulevard Bischoffsheim.

(Tél. : 220,50 ; Compte chèque postal : 489,16)

GRANDE MAISON de BLANC

MARCHÉ-AUX-POULETS

BRUXELLES

NOUVEAUTÉS ÉLÉGANTES

FOURNISSEUR DE LA COUR, DES MINISTÈRES
— ET DES GRANDES ADMINISTRATION —

TROUSSEAUX

POUR DAMES, HOMMES
ET ENFANTS

LINGERIES - SOIERIES - LITERIE - RIDEAUX - COUVERTURES
GANTERIE - MAROQUINERIE - BONNETERIE
ROBES - MANTEAUX - FOURRURES

SPÉCIALITÉ DE LINGE ET TROUSSEAUX POUR
ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX ET PENSIONNATS

LINGE D'ÉGLISE

NOUS NE METTONS EN VENTE QUE DES
ARTICLES DE
PREMIER CHOIX ET DE QUALITÉ GARANTIE

Crédit Général Liégeois

CAPITAL : 90,000,000 SOCIÉTÉ ANONYME RÉSERVES : 26,000,000

SUCCURSALE DE BRUXELLES :

68, Rue Royale et 35, Rue des Colonies

BUREAUX :

**BRUXELLES-MARITIME, 30, Place Saintelette
VILVORDE, Rue de Louvain**

□ □ □

Ne conservez pas votre argent sans lui faire produire un intérêt, même si vous en prévoyez l'emploi dans un délai prochain. Placez-le à court terme au **CRÉDIT GÉNÉRAL LIÉGEOIS**, qui bonifie actuellement :

En compte de QUINZAINE (préavis de 3 jours) . . . 5.00 %
En compte à UN MOIS (préavis de 3 jours avant le 15) 5.00 %
En compte de SIX MOIS (au 15 ou au 20 du mois) . 5.25 %

Avec facilité de retrait anticipé :

1° Après le cinquième mois 5.20 %
2° Après le quatrième mois 5.15 %
3° Après le troisième mois 5.10 %
4° Après le deuxième mois 5.05 %
5° Après un mois 5.00 %

Ces placements temporaires, très avantageux, peuvent être faits par sommes rondes : 500 francs minimum et multiples de 500 fr.

Année Sainte à Rome

25 juin au 10 juillet : Facultativement en auto de ROME A FLORENCE.

27 août au 11 septembre.

30 août au 16 septembre, pour le personnel enseignant.

Directeurs : Abbés H. Devis et A. Van Roey.

3 au 13 septembre : train spécial 2^e et 3^e classes.

4 au 26 septembre : train spécial 2^e classe, sous la direction des Pères Dominicains.

8 au 24 septembre : Voyage organisé pour *La revue catholique des idées et des faits*.

27 septembre au 12 octobre : Les départs sont assurés et dirigés par guides compétents.

Le bureau se charge d'obtenir des facilités pour la visite des basiliques et l'audience pontificale.

Pèlerinages à Lisieux

5 au 13 août : PARIS — SAINT-MALO — MONT SAINT-MICHEL — LISIEUX — ROUEN — SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE — EXPOSITION DES ARTS DÉCORATIFS.

Du 8 au 13 août : PARAY LE MONIAL — LISIEUX — MONTMARTRE.

Du 10 au 13 août : LISIEUX — SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE. Dir. Spir. : RR. PP. Garin et de Temmerman, S. J.

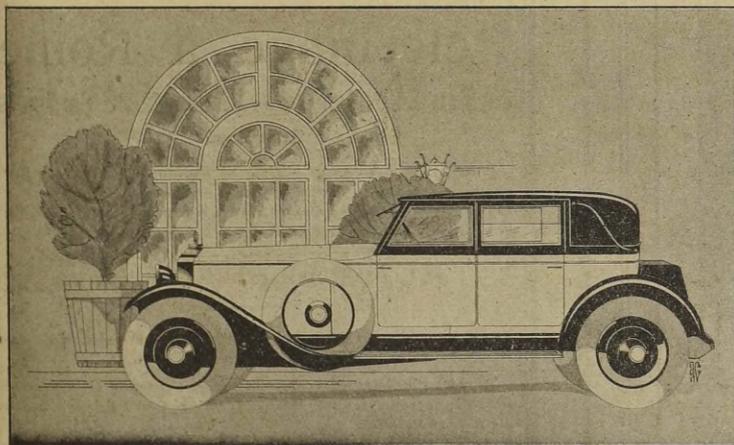
Voyages de Vacances

A LOURDES — BIARRITZ — PAU — PARIS; 2^e classe, 660 francs français, premier départ 7 juillet.

LOURDES — BIARRITZ — CAMBO; les GORGES DU TARN — LA SAVOIE — LA BRETAGNE — LA SUISSE — LE TYROL — LA NORVÈGE. Voyages en groupes accompagnés ou en particulier.

Demandez programmes et renseignements :

LE GLOBE, Directeur A. DE STAERCKE
3, Avenue Louise, Bruxelles



CARROSSERIE

VAN DEN PLAS

Soc. An. Bruxelles Soc. An.

présente

sa nouvelle

Conduite Intérieure

SPORT

TAPIS

BATTAGE — NETTOYAGE — TEINTURE — DÉSINFECTIION

J^N & J^H TOBY FRÈRES

DIRECTION ET USINE :

TÉLÉPHONE : 324.96

2-4-6, rue Louis Hap, ETTERBEEK-BRUXELLES

CHOCOLAT

**D
U
C**

CHOCOLAT



DU C ANVERS

La

**Grande
Marque
Belge**

MAISON DU LYNX

34, Rue de la Bourse, BRUXELLES

◊
Lunetterie
Optique
Jumelles
Baromètres
◊



◊
Faces à main
Articles de luxe
et
ordinaires
◊

Exécution soignée
des ordonnances de MM. les Médecins-Oculistes

“SWAN”

Pèlerinage à Rome
du 8 au 24 septembre -- Groupe de 25 Personnes

Itinéraire : Bruxelles. — Bâle. — Pallanza. — Les îles Borromées. — Milan. — Rome (6 jours). — Assise. — Florence. — En bateau de Côme à Bellagio. — En bateau de Menaggio à Lugano. — Traversée du lac des Quatre Cantons. — Lucerne. — Bâle. — Bruxelles.

AUDIENCE PONTIFICALE A ROME

PRIX : 2,775 francs belges, avec billets de chemin de fer en 2^e classe et hôtels de premier ordre

Pour les renseignements complémentaires s'adresser à l'Agence LE GLOBE, 3, avenue Louise, Bruxelles. (Voyage de *La revue catholique des idées et des faits*).

Un DEUXIÈME VOYAGE aura lieu
du 8 au 20 septembre

Itinéraire : Bruxelles. — Bâle. — Pallanza. — Les îles Borromées. — Milan. — Rome. — Assise. — Florence. — Milan. — Lucerne. — Bâle. — Bruxelles.

PRIX : 2,090 francs belges, 2^e classe, hôtels de premier ordre.
1,810 francs belges, 2^e classe, hôtels confortables.

Les raisons d'un souhait

Dans un article non signé, *La Libre Belgique* proteste contre la « Semaine » parue en première page de notre dernier numéro.

Comme il n'arrive malheureusement que trop souvent quand il s'adresse à des confrères qui se permettent de ne pas partager l'une quelconque de ses idées, le grand organe catholique n'est rien moins que courtois.

Nous nous trompons « grossièrement », nous sommes plein de « fatuité », et de « complaisance » pour nos propres idées, nous « tirons dans le dos » (?)...

Précédemment, nous étions accusés d'indiscipline.

Une leçon de discipline venant de ceux-là même qui ont toujours proclamé qu'ils réservaient toute leur liberté, qui n'ont jamais perdu une occasion de critiquer et d'hypercritiquer, et qui, dans la longue crise gouvernementale qui vient de finir ont eu vis-à-vis de la majorité des Droites l'attitude que l'on sait, ne manque pas de saveur.

*Les Droites ne peuvent plus délibérer sans que d'impardonnables indiscretions aillent jeter dans le public — et sans grand souci d'objectivité — ce qui, dans l'intérêt de la Patrie comme dans celui du Parti, devrait ne pas être livré en pâture à la passion politique.

Certes, le Belge, naturellement frondeur et avide de potins, aime que l'on flatte ces vilains travers. Mais la cause de l'ordre et de l'autorité, la concorde et la paix ne souffrent-elles pas de cette suspicion envers quiconque détient un mandat public? Sont-elles servies par cet esprit de défiance générale qu'il est facile d'entretenir, mais qu'il serait utile et méritoire de corriger?

Et le rôle, la mission plutôt de cette grande et noble chose qui s'appelle la presse est-il d'exploiter nos défauts nationaux ou de s'appliquer à les redresser?...

* *

Cela dit, parlons du suffrage des femmes à la province.

Un mot d'abord au sujet de l'attitude des socialistes.

Comme nous l'avons dit ailleurs déjà, cette attitude est illogique de la part des uns, déloyale et indigne de la part des autres.

Ceux des mandataires rouges qui ne se sont pas engagés à voter la réforme, affichent un bel illogisme!

Partisans du suffrage universel individuel et égalitaire, ils sont néanmoins opposés au vote des femmes à la province parce que, confesse candidement le citoyen Piérard : « dans tous les pays où les femmes ont voté pour la première fois, elles ont voté dans le sens le plus strictement conservateur ». Certes, ajoute-il, le suffrage féminin figure au programme de

l'Internationale socialiste mais... « il y a un programme de réalisation immédiate, à côté du programme général »!...

Et dans le *Peuple*, ces jours-ci, M. Dewinne, directeur, a écrit cyniquement : « Le suffrage des femmes viendra, mais il ne faut pas que ce soit à l'heure choisie par ceux qui figureront toujours parmi les adversaires du suffrage universel des hommes et du relèvement social de la femme ».

Dans l'idée de ces comédiens, l'heure du suffrage féminin sonnera le jour où on pourra espérer que la femme votera rouge... Entretemps, on va s'appliquer à l'affranchir...

Et on ne perd pas de temps!

Depuis que le suffrage féminin est dans l'air, se poursuit, un peu partout dans le pays, une campagne ardente pour faire dispenser les petites filles du cours de religion...

Quant aux socialistes qui se sont engagés d'honneur en 1921 à voter le suffrage des femmes avant les élections provinciales de 1925, s'ils renient leurs signatures, ils commettront une véritable escroquerie politique. Le mot est de M^{lle} Van den Plas dans le *Soir* du 8 juillet, et il est parfaitement exact.

* * *

Le parti catholique a inscrit le suffrage des femmes à son programme.

M. Carton de Wiart, par un amendement au projet de loi déposé par le Ministre de l'Intérieur, va provoquer un vote sur la question.

Sans doute, les députés catholiques — beaucoup par discipline, plus que par conviction — voteront-ils l'amendement; mais ils sont nombreux, nous le répétons, à estimer que le Parti est mal embarqué, et à souhaiter l'échec de la réforme.

Nous ne nommerons personne, mais que la *Libre Belgique*, toujours si bien informée sur les coulisses du Parlement et sur l'état d'esprit de l'opinion catholique, fasse une enquête, en prenant soin, bien entendu, de promettre aux ministres, aux sénateurs et aux députés qu'elle interrogera de ne publier ni leurs noms, ni leurs dires...

Mais c'est là un côté de la question qui, pour avoir son intérêt, n'est qu'accessoire.

L'important, c'est la réforme elle-même.

La discipline demande-t-elle que plus une seule voix catholique ne s'élève pour signaler les dangers de l'extension aux femmes de l'individualisme politique? Si oui, puisque la majorité du Parti vient d'accorder sa confiance au ministre Poullet, la même discipline demande que plus un seul journal catholique ne mette cette confiance en question...

La discipline défend-elle de montrer le vide des arguments apportés? Exige-t-elle, non seulement que les élus catholiques fassent bloc vis-à-vis des adversaires, et que les électeurs acceptent, résignés, que le parti catholique réalise le vote des femmes, mais exige-t-elle aussi le silence devant les partisans de la réforme qui conserveraient, seuls, toute latitude pour propager leurs idées et répandre leurs convictions?

Personne, croyons-nous, n'osera le soutenir.

Il reste permis, puisqu'on sert des arguments « pour », de répondre par des arguments « contre ».

Il reste même permis de souhaiter naïvement que le « contre » l'emporte sur le « pour », avant que l'irréparable ne soit accompli...

* * *

Lisez et relisez les plaidoyers en faveur de l'extension aux femmes du droit de vote.

Il y a d'abord la phraséologie sonore mais creuse, et fautive par-dessus le marché, qui invoque la Justice politique (??) et le Progrès (??); qui attaque l'odieux privilège du sexe..., etc.

Passons...

L'essentiel que l'on apporte pour convaincre, c'est que « l'électorat des femmes est la conséquence tout à fait logique » du suffrage égalitaire; « qu'il corrigera ce suffrage »; que « c'est un facteur d'ordre et de moralité »; que « c'est un non-sens de conserver au sexe fort un privilège qui barre l'accès de la vie politique nationale à la moitié et à la meilleure moitié de la Nation » (1).

Et oui, d'une certaine manière, le vote féminin serait dans la logique de notre évolution politique. Mais... la logique dans le mal et dans l'erreur, est-ce de la logique encore?... N'est-ce pas, à proprement parler, de l'illogisme, et du plus flagrant?

Pour ce qui est des résultats escomptés, ce sont là toutes pétitions de principe, c'est-à-dire des choses non démontrées, mais à démontrer, et les adversaires de la réforme affirment avec la même force, très exactement le contraire.

Les propos très galants sur la meilleure moitié de la Nation plairont aux dames, mais n'est-il pas plus galant encore de vouloir empêcher que la meilleure moitié de la Patrie ne perde sa supériorité sous l'action du virus politique?

Souignons, en passant, qu'il ne s'agit donc aucunement ni d'une question de droit naturel, ni d'une question de principes, mais *uniquement* de la question de savoir si notre système électoral se trouvera amélioré par le vote féminin. Et, pour nous, catholiques, amélioré ne peut vouloir dire que renforcement dans le sens de l'ordre, de l'autorité, de la paix et de la concorde sociales.

Il est probable que la première élection serait meilleure. Avec beaucoup de bons esprits, nous persistons à croire que très vite, CHEZ NOUS, les femmes voteraient aussi mal, si pas plus mal, que les hommes.

(1) Les phrases entre guillemets sont extraites d'un article du comte Carton de Wiart dans la *Libre Belgique* du 8 mars 1925.

Pourquoi?

Ne s'agit-il donc que de l'anodine obligation d'aller déposer tous les quatre ans un bulletin dans une urne, comme l'affirme le comte Carton de Wiart?

Beaucoup de femmes ne sont-elles pas bien plus compétentes et plus sensées que tant de jeunes hommes volages?

Avons-nous donc oublié « les droits civiques que le Moyen Age chrétien reconnaissait si largement aux femmes? » etc., etc.

Répondons d'abord par une question : Dans les pays où les élections ont une portée doctrinale — et voilà qui exclut d'emblée du débat tous les exemples dont on prétend nous écraser, de pays où les élections ne portent que sur des problèmes de moralité pratique ou de gros sous — oui ou non, depuis que les hommes y votent ce vote a-t-il toujours été, lentement parfois, mais sûrement, de mal en pire?

Dans nos sociétés modernes où les cadres sociaux sont eux-mêmes soumis au vote — et voilà qui exclut du débat le Moyen Age, où les principes de la vie politique et sociale n'étaient pas plus soumis au suffrage des femmes qu'à celui des hommes — le système électoral a dégénéré en électoralité et en parlementarite.

On s'est appliqué à déchristianiser l'électeur, pour que son vote put servir à déchristianiser davantage encore et plus vite...

Les progrès du suffrage universel pur et simple inorganisé — tous les hommes décidant également de tout — ont toujours marqué un recul des idées d'ordre, d'autorité, de « droite » enfin.

Cela étant, au nom de quoi ose-t-on prétendre que les femmes ne feront pas exactement ce qu'ont fait les hommes? Qu'une démocratie politique « mixte », serait moins nuisible qu'une démocratie politique masculine?

Pourquoi nos sœurs résisteraient-elles mieux à l'individualisme et à la propagande du mal que nos frères?

Ne rend-on pas hommage à la sublime mission de la femme, en affirmant que le cœur, chez elle, agissant plus facilement et plus intensément que la tête, elle se trouve livrée par là même à une plus grande emprise des puissances de destruction politique et sociale?

Mais, nous disait un apôtre de la cause, vous n'empêchez pas les femmes de voter un jour! Faisons, nous, la réforme, sinon, elle se fera contre nous!...

Si la réforme doit se faire, elle tournera en tout état de cause contre nous. Cette année le suffrage des femmes nous profiterait, et renforcerait notre situation à la Province et au Sénat, mais aux prochaines élections, l'acharnement socialiste et libéral porterait déjà ses fruits.

Après la déchristianisation des hommes, dont les ravages sont terribles, nous verrions bien vite les affreux résultats de la déchristianisation des femmes...

Et alors? ..

* * *

Ah! si le vote des femmes pouvait nous valoir, RAPIDEMENT, une réforme de ce stupide suffrage universel pur et simple inorganisé, et nous acheminer vers une organisation

électorale familiale et professionnelle, tout le monde applaudirait des deux mains.

Hélas! On ne travaille en ce moment qu'à généraliser la maladie, à transmettre à la deuxième moitié de la Nation la peste qui, déjà, dévore la première ..

Et où s'arrêtera-t-on?

Déjà, la *Fédération belge pour le suffrage des femmes* revendique le vote à la province comme le « complément nécessaire au vote à la commune », puisque l'autorité provinciale exerce une véritable tutelle sur la vie communale. Demain, on ajoutera que le Parlement réglant la vie provinciale et communale, il faut permettre aux femmes, participant politiquement à cette vie-là, d'avoir leur mot à dire dans la désignation des Chambres.

Et on n'aura rien gagné... et on risque de beaucoup perdre...

— Alors, vous concluez que les femmes n'ont rien à voir dans la vie politique et sociale?

Mille fois non! Que pour l'organisation de la vie professionnelle, on accorde aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Que pour la vie communale, provinciale et même nationale, en attendant une réforme profonde d'un régime dont les tares apparaissent en ce moment avec tant de relief, on commence par une reconnaissance — si faible soit-elle! — de la famille, en donnant un vote supplémentaire à l'époux et, peut-être, en faisant voter certaines femmes qui sont, en fait, chefs de famille. Pourquoi même ne pas accorder, en plus, une influence politique plus grande au père de famille, influence proportionnée au nombre de ses enfants?

Au moins, dans cette ligne là, on ferait œuvre anti-individualiste et on travaillerait à améliorer le régime.

Abbé R. G. VAN DEN HOUT.

La Restauration des Finances françaises ⁽¹⁾

La Solution et les Solutions.

La solution essentielle à donner au problème financier et monétaire est d'une extraordinaire simplicité, connue de tout le monde, depuis que le monde est monde : un chef d'abord. Après, tout devient possible.

Sans chef, aucune solution de détail. La grande vérité qu'il faut imprimer ici, la voici :

Le problème monétaire n'est rien d'autre que le problème de la souveraineté.

Si la monnaie est chancelante, c'est parce que le souverain a de mauvaises finances.

S'il a de mauvaises finances, c'est parce qu'il est un souverain débile, accidentellement ou essentiellement.

La souveraineté parlementaire est essentiellement débile.

Etablissons une souveraineté à une seule tête, à un seul cœur,

(1) Dans le numéro de la *Revue universelle*, qui vient de paraître, M. G. VALOIS publie un article synthétique sur ses conceptions financières. Le problème intéressant grandement la Belgique, nous croyons utile de mettre ce magistral exposé sous les yeux de nos lecteurs.

M. Valois vient d'être inculpé de crime contre le crédit de l'Etat, pour avoir écrit que l'inflation n'est qu'une forme de vol, et que Caillaux fait de l'Etat français un faux monnayeur.

et les premières conditions de la victoire sont créées. Comme à Doullens, lorsque les Alliés se donnèrent enfin l'unité de commandement.

Après Doullens, toute personne sage pouvait dire : la guerre est gagnée, parce que tout le reste n'était plus que question de courage et question technique, et chacun savait que la France rend des points en matière de courage et de science.

Faisons le même raisonnement pour le problème financier. Le jour où l'unité de commandement sera assurée pour l'Etat, la partie sera gagnée, car le reste ne sera plus qu'une affaire d'économie et de science, et dans cet ordre, les Français rendent des points à tous les peuples du monde.

Cela n'est point dit pour nous épargner l'examen des solutions techniques qui doivent suivre l'opération centrale.

Le problème de l'unité de commandement étant résolu, la dictature financière étant réalisée, la France retrouvée immédiatement son crédit moral. L'opération se faisant en période d'inflation, je signale que la chute du franc serait arrêtée net, ce qui permettrait un arrêt de l'inflation. Mais à partir de ce moment, l'Etat nouveau, l'Etat national se trouve devant le problème nu, qu'il doit résoudre immédiatement, sous peine de déchéance rapide. Prenons le problème dans son état actuel et cherchons les solutions, et disons avant toute chose au lecteur que ce problème est essentiellement simple, contrairement à ce que l'on disait avant la guerre; il est exactement de même nature que le problème des finances privées de tout citoyen.

La petite complication que l'on y trouve aujourd'hui vient du jeu monétaire lequel, en somme, peut être compris par un écolier pourvu du certificat d'études primaires.

A. — Il faut voir l'ensemble du problème. — Pourquoi?

Le problème qui nous occupe doit être dit : financier et monétaire, parce que, lorsqu'il s'agit de l'Etat, le problème financier ne peut être détaché du problème monétaire, et réciproquement. On ne peut rien faire de sérieux si l'on étudie l'un sans l'autre, et nous allons dire pourquoi.

D'autre part, la situation nous oblige à chercher les solutions générales et particulières en fonction du problème général et total. Le problème budgétaire ne peut être séparé du problème de la rente, et réciproquement. On ne peut rien faire de sérieux si l'on étudie l'un sans l'autre, et nous allons dire pourquoi.

Le problème se trouve ainsi un et multiple.

Il est un, parce que la question vraiment intéressante pour un Etat est celle de son Trésor, dans lequel il faut toujours trouver un excédent. L'Etat doit dépenser moins qu'il ne reçoit régulièrement, que ce soit pour une cause ou une autre. C'est, pour lui, le commencement et la fin de la sagesse.

Le problème est multiple, parce que le Trésor de l'Etat est alimenté de diverses manières, et que l'effet de ces diverses manières est très important sur les sorties à prévoir. En effet, le Trésor est alimenté :

1° Par l'impôt;

2° Par l'emprunt à long terme;

3° Par l'emprunt à court terme, ce qui est particulièrement important dans les temps où nous sommes, attendu que la dette à long terme est de 150 milliards et la dette à court terme de 130 milliards.

Il y a donc, dans le problème général, trois problèmes particuliers, qui doivent recevoir chacun leur solution particulière, mais en fonction d'une vue générale; nous avons donc :

1° Le problème budgétaire;

2° Le problème de la dette à long terme;

3° Le problème de la dette à court terme.

Tous trois sont dominés par le problème monétaire.

Le franc étant instable, rien ne peut être sérieusement prévu, pour un problème ou l'autre, si l'Etat n'a pas une politique monétaire bien arrêtée. Nous indiquons tout de suite la difficulté :

Si le franc monte, la Trésorerie est assurée, car le prix des choses baisse, les disponibilités du public sont abondantes, on prend du titre d'Etat à court terme; mais le budget est démolé, parce que la matière imposable se rétrécit, et parce que la dette totale devient de plus en plus lourde.

Si le franc baisse, la charge de la dette totale diminue dans la proportion où le franc se déprécie, et elle peut être amenée à zéro, mais la Trésorerie est détruite, parce que les citoyens se

débarrassent de leurs titres d'Etat à court terme, et il n'y a aucun budget possible, parce que l'on entre dans l'inflation qui interdit tout budget.

Disons, avant d'aller plus loin, que les réflexions que nous allons donner ne valent que pour un Etat national, ayant une tête et du bon sens, et cherchant le moyen de ne pas faire banqueroute. Car la banqueroute est une politique, celle des gouvernements socialistes, qui la veulent, et des gouvernements démocratiques, qui s'y laissent acculer. Nous ne chercherons pas ici le moyen de faire banqueroute; évidemment, il y aurait une solution simple au problème posé plus haut; ce serait d'annuler purement et simplement la dette à long et à court terme, ou de faire le tiers ou le quart consolidé. Ce ne serait pas très élégant au point de vue de l'honnêteté; mais, surtout, ce serait très peu habile: un Etat, un grand Etat moderne est dans l'obligation d'emprunter, de faire de grands emprunts pour le développement des moyens d'action nationaux (routes, ports, etc.), qui ne peuvent appartenir à l'initiative privée et où doit s'investir chaque année une partie de l'épargne nationale. Il est très difficile de faire ces emprunts si l'on annule tous les précédents, ce qui n'a pas besoin d'être démontré. Nous parlons donc pour les citoyens et les hommes d'Etat qui veulent libérer l'Etat français de ses charges et maintenir et augmenter son crédit.

B. — La Politique monétaire.

Dans ces conditions, la politique monétaire de l'Etat, en fonction de laquelle on concevra les solutions des problèmes particuliers *écartera totalement l'inflation, sous toutes ses formes, parce qu'elle est « la forme moderne de l'altération des monnaies », et, par voie de conséquence, la banqueroute, et frauduleuse.*

On écartera également la déflation, parce que la déflation systématique, jusqu'au retour du franc au pair, aggraverait la dette de l'Etat dans une proportion telle que l'Etat ne pourrait plus en payer les revenus. L'Etat pourrait diminuer cette charge par des conversions successives? Mais les dettes et obligations entre personnes privées, libellées en monnaie faible, deviendraient écrasantes en monnaie forte, avec le temps. La déflation n'est praticable que si elle est accompagnée des mesures dont nous parlons plus haut.

On écartera également la dévaluation techniquement impossible dans la situation présente parce que, dans la valeur-or du franc-papier actuel, *il y a une partie créance sur l'Etat à laquelle il est donné en ce moment une valeur-or, qui ne pourrait être réalisée en cas de stabilisation de la monnaie.* La dévaluation ne serait possible que si cette partie « créance sur l'Etat » était comptée pour zéro dans les opérations de change. Mais, dans ce cas, on serait en période d'inflation violente, et la dévaluation deviendrait impossible à cause de la rapidité de l'inflation.

Pour un pays dont la monnaie est très loin du pair, la seule politique monétaire possible, permettant tous les mouvements, avec toute la souplesse possible, est celle par laquelle on détermine une tendance peu accusée vers l'amélioration de la monnaie de papier et l'on crée une monnaie de compte idéale, rapportée à l'or, grâce à laquelle on peut gagner le régime de l'étalon or effectif avec le moins possible de secousses. Le raisonnement l'indique; l'expérience a montré, en Allemagne, en Pologne, et ailleurs, que c'est le système le plus souple, le plus maniable et le plus efficace.

Avec cette vue, nous abordons les problèmes financiers particuliers et, considérant l'année 1925, dans le deuxième semestre de laquelle se pose le plus redoutable problème de trésorerie, nous disons :

I. Le problème le plus urgent est celui de la Trésorerie. Il y a quatre milliards à rembourser en juillet, huit en septembre et huit en décembre: l'Etat ne peut pas les rembourser, parce qu'il n'a aucun moyen de remboursement. La solution est donc de provoquer un très vif mouvement de renouvellement de tous les bons venant à échéance.

Le seul moyen peu coûteux d'obtenir ce renouvellement, c'est d'offrir aux porteurs un avantage net: il faut qu'ils aient la certitude que leur capital va reprendre sa puissance d'achat. Il nous faut donc mener une politique de reprise du franc.

II. Pour obtenir une remontée du franc, il faut donner la certitude que l'Etat remboursera les avances que la Banque de France lui a consenties; pour que cette certitude soit donnée, il faut que

l'on ait cette autre certitude qu'il y aura un réel excédent budgétaire, ce qui est devenu possible.

Il faut donc plusieurs mesures budgétaires immédiates, visibles, éclatantes; ce sera :

- a) Des abattements de dépenses considérables;
- b) La cession des monopoles;
- c) L'annonce d'un plan général de réduction des charges annuelles de l'Etat.

Ces mesures, prises par un dictateur financier, provoquent une remontée certaine du franc. On a donc créé les conditions nécessaires pour un large renouvellement des bons. Si les bons non renouvelés mettent cependant le Trésor en péril, l'Etat, ayant convoqué les Etats généraux des corporations et des régions, fait face aux échéances avec le produit de la cession des monopoles et avec les disponibilités que les régions et corporations mettent à sa disposition pour le temps nécessaire aux opérations d'assainissement.

L'année des échéances terribles étant passée, on se trouve alors en mesure de résoudre le problème financier et monétaire.

C. — Le budget. La réduction des charges de l'Etat.

Le plus sot des parlementaires sait que la première question qui se présente alors est celle du budget, et que tout l'art du ministre des Finances est d'équilibrer le budget.

Mais ministre et parlementaires conçoivent en général le problème du budget à rebours: ils cherchent des recettes pour faire face aux dépenses. Une saine politique budgétaire se demande au contraire quelles sont les recettes possibles et ordonne ses dépenses d'après ses recettes, sauf, naturellement, lorsque la guerre ou quelque grande catastrophe viennent rendre vaines toutes les prévisions budgétaires.

Cela posé, il n'y a rien à dire sur le budget, sauf que l'établissement d'un budget bien ordonné est difficilement conciliable avec le fonctionnement du régime parlementaire, où les partis poussent aux dépenses pour les besoins de leurs partisans. Mais nous raisonnons « pour les finances d'un dictateur », comme dit M. Ernest Tisserand.

En 1925, le budget présente de graves particularités: quiconque l'examine avec la volonté d'aboutir au redressement financier total constate que les charges annuelles de l'Etat sont beaucoup trop lourdes, même après la réduction qui est la conséquence de la cession de monopoles, même après les plus fortes réductions de dépenses. En effet, *on constate que la dette générale crée pour l'Etat une charge annuelle qui approche de vingt milliards, soit, en francs-or, l'équivalent du budget total d'avant 1914.* Il suffit d'énoncer ce fait, sous cette forme, pour faire comprendre qu'un budget régulier ne peut supporter une pareille charge, et qu'une nation appauvrie ne peut pas payer à ses rentiers une somme cinq fois plus forte que celle qu'elle leur payait avant la guerre.

Lorsque l'on recherche la raison de cette charge excessive, on constate tout d'abord qu'elle vient, naturellement, des emprunts de guerre et de reconstruction, mais surtout des taux excessifs auxquels l'Etat a emprunté à ses nationaux depuis 1914. Il y a là une indication pour la réforme à opérer, l'intérêt de l'Etat et la justice exigent une rectification sur ce point.

Pour résoudre le problème posé, les socialistes proposent l'impôt sur le capital. Cette proposition manque totalement de sérieux.

L'impôt sur le capital, qui, pour être efficace, devrait produire environ 150 milliards, est inapplicable. Un impôt sur le capital est d'ailleurs la dernière expression de l'imbécillité; le propre des capitaux est d'être investis en travaux, machines et maisons, c'est-à-dire en choses non mobilisables parce qu'elles font corps avec le sol. La nation possède comme capital disponible son stock matières et son stock de produits fabriqués sur lesquels l'Etat ne pourrait faire de prélèvements sans provoquer la plus formidable des crises économiques. Il reste ensuite le capital en fonds de roulement, qui est exactement égal au montant des billets en circulation, lesquels sont nécessaires aux échanges de chaque jour. Tout ce que la nation peut immobiliser en faveur de l'Etat, dans le mois où on le lui demanderait, c'est une somme d'environ dix à quinze milliards de francs à cinq sous. Si on lui demande cent ou cinquante milliards, elle n'a absolument aucun moyen de les donner.

L'impôt sur le capital est une impossibilité; la chose possible serait un impôt proportionné au capital, mais il ne rendrait qu'une dizaine de milliards et serait en somme inopérant.

Au surplus, à quoi serait destiné le produit de l'impôt sur le capital? A amortir d'un seul coup une grosse partie de la dette de l'Etat, donc à rembourser les capitalistes. Il n'y a rien de plus tocasse que cette idée des socialistes d'un impôt sur le capital pour rembourser les capitalistes. C'est proprement idiot. Mais cela ne peut être tenu que pour une plaisanterie de mauvais goût lorsque l'on se rend compte que, les disponibilités en objets et numéraire n'existant pas dans la nation, un impôt conçu comme celui que proposent les socialistes serait, en fin de compte, payé en titres de rentes et en bons de la Défense; il n'y a aucun moyen de le payer autrement. Mais ce n'est plus un paiement en capital, c'est un paiement en titres de revenus. *Ce n'est pas une remise de capital, c'est un abandon de revenu.* En d'autres termes, c'est une réduction des rentes, ou une conversion forcée. L'impôt sur le capital n'est en définitive rien d'autre qu'une conversion forcée. Les projets Monzie, déposés en 1925, n'étaient pas autre chose. Le terme « impôt sur le capital » n'est là que pour les besoins de la démagogie et pour permettre un inventaire des fortunes, grâce à quoi les partis socialistes exerceraient une pression violente sur les Français. Ecartons cette stupidité, et passons aux choses sérieuses.

La brève analyse que nous venons de faire nous ramène au problème central :

Les Français ne peuvent vraiment aider l'Etat, dans les circonstances présentes, qu'en lui abandonnant une part des revenus qu'il leur sert.

L'Etat, d'autre part, ne demande pas autre chose : le problème pour lui n'est pas un problème de capital, c'est un problème de charges annuelles : il y a vingt milliards à payer par an, c'est beaucoup trop. Il faut qu'il réduise cette charge.

Or, il s'est follement engagé à ne jamais la réduire, ce qui était au moins imprudent. S'il procède à une conversion brutale, ce sera la banqueroute. Il faut trouver une solution élégante, et qui soit aussi voisine que possible de la justice.

On remarque que, tandis que le problème est un problème de charges annuelles pour l'Etat, c'est un problème de capital pour un très grand nombre de Français.

La solution sera donc de faire une opération qui diminuera les charges de l'Etat et qui reconstituera le nominal des porteurs. L'opération, qui a l'air paradoxale, est parfaitement facile sous la forme de l'emprunt-or de consolidation par lequel on remet à des porteurs de titres-papier à 5 ou 6 pour 100, des titres-or à 3 pour 100 dont le nominal or est égal à la valeur-or actuelle du nominal-papier des titres.

En d'autres termes, un porteur possédant 24 francs de rente dont la valeur nominale est de 400 francs, qui valent 264 francs-papier qui équivalent à 66 francs-or (avec le dollar à fr. 20.65) sera invité à consolider son titre en 3 pour 100 or, et il recevra un titre-or équivalent à son nominal papier, c'est-à-dire un titre de 100 francs-or. Son capital est augmenté de 70 pour 100, mais son revenu est diminué de 50 pour 100, puisqu'il reçoit 3 francs-or au lieu de 6 francs-or.

L'opération étant faite librement, tous les Français pour qui la valeur nominale des titres compte plus que la rente annuelle, et ils sont légion, acceptent ce mode de consolidation et de conversion. Il faut faire observer ici qu'une très grosse part des titres à transformer ainsi se trouvent entre les mains de Français pour qui le nominal est plus important que la rente (paysans, petits commerçants, ouvriers qualifiés, sociétés anonymes obligées de souscrire).

Quels seront les Français qui se tiendront éloignés de l'opération? Ceux pour qui la rente compte plus que le capital, et dont le portefeuille contient une forte part de rentes sur l'Etat. Mais ces rentiers peuvent être divisés en deux catégories :

a) Les épargnants, qui sont de petits rentiers, qui ne peuvent réduire leurs rentes sans de grosses privations, les plaçant dans une situation voisine de la misère;

b) Les gros créanciers de l'Etat.

Il faut prévoir deux traitements très différents pour ces deux catégories :

Pour la première, un régime spécial pour les petits épargnants à qui l'Etat doit remettre un titre-or leur permettant de finir leurs jours en paix.

Pour la seconde, un régime spécial également, mais qui comportera de la part des porteurs des sacrifices importants. A ce moment, on peut fort bien imaginer que la masse réduite des titres pourrait être répartie, selon les règles de l'équité entre des institutions,

des régions, des corporations, et même des familles particulièrement riches, afin de permettre la transformation en or de ce résidu de titres-papier. Un Etat puissant pourra susciter ici une patriotique émulation entre ceux à qui le demandera un sacrifice, émulation qui sera d'autant plus grande que chacun comprendra mieux que l'Etat, en cas d'échec, serait disposé à employer une certaine contrainte.

Cela fait, la dette totale est consolidée et réduite à la satisfaction générale. La conversion, la consolidation se sont faites par la voie de l'emprunt-or *libre*, ce qui est capital. Les charges annuelles de l'Etat ont été réduites sans faille. La conséquence est que la vie baisse de prix. Les arrérages, réduits de 40 pour 100, sont extraits du prix des choses où ils étaient incorporés jusque-là. L'emprunt-or devient le mètre selon lequel toute réforme monétaire va être définitivement faite.

La Réforme monétaire.

Les mesures qui viennent d'être esquissées (et qui ne sont données qu'à titre d'exemple) supposent une autre mesure qui leur est antérieure ou du moins contemporaine.

En vue de toutes les réformes budgétaires, fiscales, rentières, etc., qui entreront dans le plan général d'assainissement, le premier soin de l'Etat doit être de faire adopter la pratique du franc-or monnaie de compte par les particuliers, et de fournir lui-même une doctrine du franc-or. En effet, quelle que soit la réforme générale que l'Etat entreprenne, déflation rapide ou lente, ou le système qui vient d'être exposé, ou même l'inflation, il faut, pour le succès de la réforme, que les prix en francs-papier puissent être débloqués dans un sens ou dans l'autre. Si les prix sont bloqués, toute réforme devient extrêmement difficile.

L'Etat libéral a eu jusqu'ici la terreur du franc-or; s'il avait eu deux sous d'imagination, il aurait fait couronner l'auteur du présent travail par toutes les classes de l'Institut, afin de donner à la doctrine et à la pratique du franc-or le plus grand essor; il aurait dû conseiller aux corporations d'organiser le dédoublement des prix; sur ce point, l'Etat libéral a été plus bête que nature; il a eu peur du franc-or comme d'une machine de guerre dressée contre son âme et sa substance. L'Etat n'a pas encore compris que le franc-or monnaie de compte est le moyen qui permet le passage du régime de la monnaie malsaine au régime de la monnaie saine, c'est-à-dire du franc en or effectif.

Lorsque la dette est consolidée en or, lorsque, par la pratique du franc-or monnaie de compte, les contrats à long terme sont établis en monnaie stable, les prix dédoublés, les traitements et salaires chiffrés sur des bases or, les droits de douane, les impôts chiffrés en francs-or, la réforme monétaire totale peut être faite sans provoquer la secousse terrible qu'elle y provoquerait dans la situation où nous sommes. Le papier serait retiré de la circulation sans secousse; on verrait apparaître le billet-or, puis la pièce d'or elle-même. Naturellement, on verrait se produire la grande crise économique d'ajustement général des prix, et l'on verrait tomber certaines entreprises marquées par la mort et qui prolongent artificiellement leur vie misérable sous le régime du franc-papier. Cela est parfaitement prévu : c'est la crise de guérison, au cours de laquelle le malade fait peau neuve.

Les Conditions de la réussite.

Le problème financier et monétaire est techniquement d'une belle simplicité. Si les démocrates le présentent comme prodigieusement difficile, c'est afin de faire croire à des difficultés techniques « qui dépassent les hommes », afin de masquer que la première des conditions de la réussite est l'abandon des méthodes de la démocratie parlementaire.

Ce qui vient d'être exposé pourrait, en somme, être réalisé par un bon expert comptable, mais qui aurait au préalable reçu l'assurance :

1° Que ses prévisions budgétaires ne seront, en aucun cas, détruites par les décisions d'un comité de parti;

2° Que ses fonctions dureront le temps nécessaire à l'accomplissement intégral de la tâche entreprise.

Ces assurances, qui sont les conditions essentielles de la réussite, sont précisément celles que le Parlement se refuse absolument à donner. Il faut encore répéter que l'existence du Parlement

rend absolument impossibles les opérations du redressement financier de l'Etat français.

Enfin, il y a une autre condition de la réussite, dont il a été peu question en termes clairs au cours de cette étude, mais qui est incluse dans tout ce qui est exposé ici. Elle est dans la substance de chaque mot, elle est la clé de voûte de toute la construction.

Tout ce qui vient d'être exposé suppose, dans la tête et le cœur de l'Etat, l'esprit de la victoire. Il y a une politique financière de la victoire, comme il y a une politique financière de la défaite. Le vieillard ne conçoit pas ses finances comme l'homme de vingt-cinq ans. L'homme qui se croit fini ne conçoit pas ses finances comme celui qui s'élance à la conquête de l'avenir. Le vieillard et l'homme fini liquident leur avoir matériel pour payer leurs dettes. Le jeune homme et l'homme qui croit à la vie et à son destin font traire sur l'avenir, donnent leur signature en lettres de sang, combattent, et voici que s'élève le chant des vainqueurs.

A ce chant, les maisons s'élèvent, les machines tourment, les échanges s'accroissent. Ce sont les valeurs-or qui viennent de la circulation d'un sang jeune et créateur. Notre politique financière est fondée sur ce mouvement du sang français rajeuni par la victoire, et que le combattant, à l'âme de vainqueur, apporte dans la vie française depuis qu'il a vu son destin sur les rives de la Marne.

GEORGES VALOIS.

Le Chanoine Becker

L'Université de Louvain vient de perdre un de ses plus brillants professeurs, le Chanoine Becker.

Mgr Ladeuze a bien voulu nous communiquer le texte de l'éloge funèbre qu'il prononça devant le corps professoral.

La mort multiplie, cette année, dans notre famille universitaire, ses coups et ses leçons tragiques. Durant les deux premiers trimestres de cet exercice, elle nous a enlevé quatre professeurs émérites et deux des meilleurs maîtres de notre Ecole supérieure de Commerce; et voici que, reprenant les cours à peine interrompu de ses ravages, en moins d'un mois, elle abat, sans s'être annoncée, dans la pleine force de l'âge, deux de nos collègues les plus sympathiques, que liait l'un à l'autre une vive amitié!

C'est avec une émotion particulière qu'en votre nom à tous, Messieurs, je viens adresser le suprême adieu à celui que, nous servant d'un de ses termes favoris, nous appelions couramment et amicalement « l'abbé Becker », et avec qui, il y a 27 ans, en juillet 1898, je suis entré dans la carrière professorale.

Docteur en philosophie et en théologie de l'Université grégorienne, après avoir passé quelques mois dans le ministère des âmes comme vicaire à Ciney, il avait été appelé à enseigner la rhétorique au Collège de Virton et, peu après, la philosophie au petit séminaire de Bastogne. On savait la puissance et l'indépendance d'esprit dont il avait fait preuve à Rome dans ses études scolastiques, et il se trouva par là désigné au choix de Mgr Abbeloos qui lui confia la chaire de théologie dogmatique à la Schola Minor de notre Faculté de théologie et celle de Théodicée à l'Institut supérieur de philosophie.

La théologie est une science complexe où la spéculation succède au travail positif sur le fait et les sources de la

révélation. La tournure d'esprit de notre cher défunt n'était pas positive. S'il maniait volontiers l'ironie contre les excès de l'hypercritique, il n'était pas fait pour l'analyse des textes, pour le travail minutieux et délicat de la saine critique, pour l'étude de l'évolution historique. Son domaine, à lui, c'était la métaphysique; son grand bonheur, la réflexion méditative. C'était un puissant philosophe. S'étant pénétré à fond des principes de la philosophie de saint Thomas, il en admirait la fécondité, et, en les développant dans leur application à la matière révélée, il voyait se dessiner à ses yeux tout le système théologique dans une unité qui le ravissait et où il croyait trouver la solution des difficultés qui arrêtaient l'esprit humain sur le terrain de la foi. Il avait des convictions profondes! Aussi s'attachait-il, de façon énergique et tranchante, aux écoles qu'il tenait pour avoir faussé ces principes, quel que fût le succès de ses écoles.

En philosophie, l'originalité de sa pensée et de son exposé frappait ses étudiants. Il exerçait sur eux une grande influence. Il leur apprenait à réfléchir, à ne pas se contenter de formules toutes faites. Car il voulait des idées exactes, nettes et précises et, pour les rendre, le mot propre.

Mais, en théologie, à rechercher scrupuleusement cette propriété des idées et des termes, il a peut-être perdu parfois de vue l'imperfection inévitable de nos connaissances analogiques. A combattre toute expression métaphorique, il en est peut-être venu parfois à donner à ses conceptions une forme et une concision qui les rendaient difficilement reconnaissables et devaient les faire prendre pour dangereuses. Ainsi, tandis que, par ce souci exagéré d'exactitude et de précision, lui-même s'est trouvé empêché dans sa production scientifique, il ne pouvait pas ne pas provoquer sur son chemin, dans ce domaine théologique où tout, jusqu'aux formules, est traditionnel, des difficultés dont sa mentalité lui voilait les raisons objectives et qui ont été la grande épreuve de sa vie.

Dans cette épreuve, il fut soutenu par cette profonde piété sacerdotale dont il répandait l'ézification autour de lui: « La voie de la Providence du Divin Maître, écrivait-il un jour, m'est cachée. Mais je sais qu'Il aime ceux qui se sont donnés à Lui. Je n'ai voulu travailler que pour Lui. »

Il fut soutenu aussi par les ardentes sympathies dont il était entouré.

Original et personnel dans sa vie quotidienne comme dans son travail intellectuel, il avait ses manières à lui, ses habitudes à lui, et il s'était fait un ordre du jour qu'il suivait avec la régularité qu'il voulait à sa montre. Il aimait la solitude, mère des profondes méditations; et qui ne l'a rencontré se promenant seul sur nos boulevards ou dans les avenues de nos bois, le regard perdu dans le vague, ou bien arrêté dans la contemplation de la nature ou de l'un de ses détails?

Mais ce solitaire aimait aussi la société, moins les conversations générales auxquelles souvent il se mêlait seulement par quelques réflexions piquantes ou sentencieuses, que les apartés et les réunions intimes où il se renseignait sur mille choses et donnait libre cours à la curiosité et à la finesse de son esprit. Il ne s'ouvrait pas et ne se confiait pas facilement, mais qu'il était heureux de trouver de la

cordialité! Et on ne la lui ménagea pas. On aimait de l'avoir en sa compagnie. Il était bon, généreux, ignorant la rancune et tout calcul mauvais, aussi peu combattif dans les relations sociales qu'ardent dans les discussions scolastiques. Il était la droiture incarnée, ennemi de toute dissimulation et de toute flatterie. Il était toute simplicité; et un mélange d'originalité et de bonhomie, voire de crédulité, donnait un charme tout spécial à sa puissante personnalité.

Mardi dernier, il s'en fut seul à Liège, pour y satisfaire, dit-on, ses goûts artistiques dans la visite de quelques églises. Mercredi, il se sentait indisposé; mais, personnel toujours, il voulut encore se traiter à sa façon et ne songea même pas à recourir aux conseils du médecin. Poursuivi, depuis longtemps déjà, par l'idée de sa fin prochaine, il ne semble pas avoir soupçonné la crise qui commençait. A 3 h. 1/2, quoique celle-ci s'accroûtât, il se rendit à l'institut de Spoelberch pour y prendre part à la discussion des thèses de théologie. A 4 heures, il remplissait le rôle d'objectant. A 9 heures, il rendait son âme à Dieu!

Allez maintenant, cher Ami, dormir le grand sommeil dans votre terre natale du Luxembourg, qui vous fut si chère! Dans le tombeau où vous ont précédé tous les membres de votre famille, allez reconstituer avec vos deux frères cette trinité sacerdotale que vos parents avaient donnée au Christ! Allez attendre là-bas le grand jour de la Résurrection!

Mais bientôt, nous en avons l'espoir, s'ouvriront à votre âme purifiée les célestes parvis, où votre intelligence ravie se prolongera enfin dans l'intuition de la Vérité que vous avez si ardemment recherchée dans vos méditations en ce monde, où vous entendrez le Verbe Divin dans toute sa pureté, étrangère aux imperfections du langage humain.

Nos prières ne vous manqueront pas pour accélérer le jour où luira à vos yeux la Lumière éternelle. Et à l'Université Catholique, tous nous vous garderons dans nos cœurs, la place réservée à l'ami, même après la grande séparation.

M^{SR} LADEUZE,

Recteur Magnifique de l'Université de Louvain.

L'âme catholique de l'Angleterre

« Le royaume des cieux est semblable à un homme qui avait semé du bon grain dans son champ. Mais pendant la nuit, son ennemi vint semer de l'ivraie au milieu du froment; et quand l'herbe eut poussé, l'ivraie apparut également... »

Peut-on ne point songer à la parabole évangélique lorsqu'on lit tout ce qui s'écrit sur l'évolution religieuse de l'Angleterre? Les serviteurs du maître veulent arracher l'ivraie: « Non, leur dit celui-ci, vous arracheriez le bon grain en même temps, attendez la moisson. »

L'Angleterre reviendra-t-elle à la foi catholique? Qui le dira? Depuis près de cent ans que dure la renaissance catholique, l'Eglise gagne peu à peu, mais si lentement! Périodiquement, des faits

nouveaux ramènent notre attention vers cette âme mystérieuse de la grande égarée. Ce sont, ces jours derniers encore, les « conversations de Malines ». Et les optimistes, chaque fois, annoncent que c'en est fait, que l'Angleterre va céder à la grâce; puis le silence renaît, et les pessimistes à leur tour nous disent que le mouvement n'est pas profond, que, pour un intellectuel qui se convertit, il y a dix simples qui perdent la foi dans le milieu protestant où l'indifférence et le scepticisme les enveloppe.

Comment juger avant le jour de la moisson? On ne parvient même pas à savoir combien les catholiques sont. Jusqu'ici, on s'en tenait d'habitude à des chiffres officiels qui accusent environ deux millions de fidèles. Divers auteurs ont critiqué récemment ces chiffres, les déclarant trop faibles, beaucoup trop faibles. Ils prétendent que ces chiffres n'indiquent que les catholiques *pratiques*, qu'il y en a beaucoup d'autres, indifférents peut-être, apostats non. Et M. Belloc nous déclare que les catholiques sont sept millions, le chanoine Hughes et le père O'Carolan les évaluent à cinq millions.

Je lis, dans un article de la *Revue générale*, qu'il y a eu, en 1924, 12,406 conversions au catholicisme. Les *Nouvelles religieuses*, citant le *Catholic Directory*, indiquent le chiffre de 12,796, et une note du *XX^e Siècle* annonce que, du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1924, il y a eu 70,000 conversions... *Chi lo sa?*

L'intérêt de cette crise de l'âme anglaise et son incertitude même accentuent le caractère attachant du beau livre de l'abbé Ferdinand Wachtelaer: *Le Crépuscule de l'Île des Saints* (1).

Le crépuscule dont il s'agit est la fin du catholicisme en Angleterre, au XVI^e siècle. L'abbé Wachtelaer nous en conte des épisodes émouvants et peu connus chez nous. Nos livres d'histoire ne parlent guère des martyrs d'Angleterre. Ce sont pourtant de nobles figures, et différentes de celles que nous montrent les littératures latines. Ils sont morts comme meurent les Anglais, froidement, parce qu'ils estiment devoir mourir, mais avec peu de mots du cœur et peu de ces attitudes héroïques qui font la gloire des héros du Midi.

Ce que j'aime surtout dans le livre de l'abbé Wachtelaer, c'est qu'il a vécu en Angleterre, qu'il a aimé l'Angleterre et qu'il s'est assimilé l'âme anglaise. C'est ce qu'un Français ne fait jamais. Un Français peut étudier l'Angleterre et la connaître bien; il reste uniquement français. L'âme d'un petit peuple est moins exclusive, et en restant bien belge, l'abbé Wachtelaer a pu devenir assez anglais, pour vibrer « à l'anglaise ».

Il restitue le site et le sentiment anglais. Qu'on en juge par ce début de l'émouvant chapitre intitulé: *Tyburn*. « Quand on s'arrête à Londres, devant Marble Arch, au coin de Hyde Park, et qu'on suit du regard l'intense mouvement des autos, des voitures, des omnibus — il y passe en moyenne quarante véhicules par minute — on éprouve quelque peine à s'imaginer que cet immense carrefour, encombré d'un trafic étourdissant, ait connu jadis, dans le cours de six siècles, l'anxieux silence des exécutions capitales; on se demande s'il est possible que ce pavement d'asphalte recouvre l'endroit le plus tragique de l'histoire de Londres.

» A moins de cent yards de l'arcade monumentale, au milieu de la route, il y a une grande pierre qui porte la reproduction, en cuivre, de la potence triangulaire, avec cette inscription: *Here stood Tyburn Tree, removed 1759* (Ici se trouvait l'Arbre de Tyburn, enlevé en 1759). » La pierre marque la place précise d'une des trois bases du terrible instrument. Les quelques mots de l'inscription sont l'implacable constatation d'une longue présence historique, qu'on voudrait anéantir dans le passé, tant elle est odieuse dans sa perdurance séculaire! Mais aucune révolte du sentiment n'efface la réalité qui fut.

(1) Bruxelles, *Action Catholique*, et Paris, *Givardon*, 1925.

» C'est donc ici. C'est ici que, de 1196 à 1783, des milliers de condamnés ont subi la potence. C'est ici que la justice a suivi son cours, et c'est ici aussi que la tyrannie a passé.

» En parcourant les vieilles chroniques des martyrs anglais, mis à mort sur tous les points du royaume, de 1534 à 1681, que de fois ai-je trouvé la mention fatidique : *Died at Tyburn* ou *Suffered at Tyburn*. « Il mourut... » ou « il souffrit... à Tyburn. » Et Tyburn, c'est ici!

» Le mouvement de Londres passe. Les autobus soulèvent la poussière fatiguée. La verdure de Hyde Park donne un peu de mièvre fraîcheur. C'est le tourbillon de la grande ville... »

* * *

Terre de martyrs, l'Angleterre verra-t-elle germer la semence qu'a fécondée le sang précieux? Il faut lire la belle histoire du Père Campion, le « Jésuite séditieux » qui vient défendre la foi et mourir pour elle dans l'Angleterre d'Elisabeth, et la longue passion de Sir Thomas Piercy et de Lord Arundel, nobles figures de gentilshommes calmes et fermes, et qui rappellent ces carrés anglais de Waterloo, hachés par les charges de la cavalerie française, taciturnes, mais ne lâchant pas d'un pouce.

Ne pas lâcher. Ils ont tenu, les catholiques anglais, du moins la poignée d'élite dont l'âme était vivace. Et ils sont morts, sans voir venir la troupe de renfort qui changerait le sort de la bataille. Est-ce leur sang qui fait germer les confesseurs de notre siècle?

Le livre de M. Wachtelaer dépasse ainsi la portée d'un essai historique. La continuité de la grâce dans l'Eglise et la fécondité de l'œuvre chrétienne, même dans l'insuccès, sont la grande pensée implicite de toutes les pages. En parlant des martyrs d'autrefois, l'auteur songe sans cesse aux convertis d'aujourd'hui, et quand il évoque l'Angleterre actuelle, c'est le sang des martyrs dont cette terre est grasse, qui en explique pour lui les mouvements spirituels.

Il y a cependant un point sur lequel je ne suis pas d'accord avec l'auteur.

Pour lui, la défense catholique au XVI^e siècle est une « lutte héroïque pour la liberté de conscience », et il revient plusieurs fois sur cette idée qui lui est chère. Je crois que c'est transposer au XVI^e siècle un état d'âme qui est propre au nôtre. Les catholiques anglais du temps d'Elisabeth n'étaient pas des libéraux avant la lettre; ce qu'ils défendaient ce n'était pas la liberté, mais la vérité.

Personne ne songeait alors à la liberté de conscience, au sens d'aujourd'hui, la liberté de propager toute doctrine. Catholiques et protestants considéraient comme leur devoir de défendre la vérité, soit en interdisant la propagation de l'erreur lorsqu'ils étaient au pouvoir, soit en répandant leurs idées par tous moyens lorsqu'ils étaient les plus faibles. Lorsque les catholiques anglais se soulevaient, lorsque les missionnaires prêchaient dans le secret, ce n'était pas pour faire usage d'un droit naturel, et commun à tous, de liberté, c'était pour répandre la vérité.

Vue sous cet angle, l'histoire devient plus belle. Le *Crépuscule de l'Île des Saints*, c'est la parole de vérité qui cesse de retentir; et l'aube indécise qui gagne lentement depuis trois quarts de siècle, ce n'est pas l'aube d'une liberté nouvelle, mais l'aube d'une résurrection de l'âme anglaise dans la vérité.

« Alors me vint à l'esprit la prière des catholiques anglais, entendue le dimanche, dans leurs églises, à l'heure du salut : « Reine du Ciel, jetez les regards sur ce pays qui fut votre douaire; cette île fut l'Île des Saints; et pour hâter le retour de nos frères séparés, souvenez-vous du sang de nos martyrs. »

« Entre le *retour de nos frères séparés* et le *sang de nos martyrs*, quelle liaison! »

abbé JACQUES LECLERCQ.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Brialmont

A la mémoire de Brialmont, avec la ferveur d'un disciple, avec l'ardeur d'un patriote désireux de s'acquitter d'une dette nationale de réparation et de reconnaissance, M. Paul Crokaert a élevé un monument dont l'importance scientifique et la beauté littéraire sont heureusement mises en relief par la perfection de la présentation typographique.

C'est un magnifique volume, grand in-4^o numéroté, de plus de 600 pages, richement illustré de près de 300 dessins originaux, signés par nos meilleurs artistes, hors-texte et dans le texte, estampes, gravures, paysages, portraits, croquis, fac-similés d'autographes, cartes, plans, etc., qui constituent une documentation de premier ordre. Je ne crois pas qu'il soit sorti des presses belges, depuis la guerre, un livre aussi luxueusement édité et d'un tel cachet artistique. Il fait honneur à la maison Lesigne, à la Typographie belge.

Brialmont méritait, à tous égards, d'être si princièrement traité. Il est entré dans l'histoire, il y rejoint les figures de Léopold II et de Banning, « cette triade d'hommes », a écrit M. Terlinden, qui ont puissamment exprimé et servi les hauts desseins de notre vie nationale ». Ils ont ce trait commun que, longtemps discutés et même contestés, ils ont reçu des événements de la guerre une justification éclatante et que l'admiration universelle leur a dressé un piédestal plus durable que l'airain.

Il y a deux parties bien distinctes dans l'ouvrage de M. Crokaert : l'*Eloge* de Brialmont et ses *Mémoires*. Ceux-ci, non exempts de sécheresse, ne renferment guère qu'une longue énumération des principaux travaux exécutés à l'étranger par l'illustre ingénieur militaire et de ses plus importantes publications. Mine de renseignements précis à laquelle puiseront à volonté les historiens futurs.

L'*Eloge* a une toute autre allure. C'est, avec toutes les ressources d'un talent littéraire, rare chez nous, avec la magie d'un style vivant, somptueux, coruscant, l'exaltation de la pensée de Brialmont et la glorification de son œuvre. Assurément, le lecteur ne se plaindra pas de ce lyrisme enchanteur, de cette éloquence enthousiaste, de cette prose d'un ardent coloris, qui emprunte à la palette du poète les tons les plus chatoyants, et ceux-là même qui eussent préféré à la ferveur du panégyriste la sobriété de l'historien n'échapperont pas à la séduction.

Je n'entends pas du tout analyser ici ce copieux volume et promener mes lecteurs à travers ce vaste champ d'études d'histoire et de science militaire. Je veux me borner à y glaner quelques traits essentiels pour dégager la physionomie de Brialmont et montrer ainsi le puissant intérêt de l'œuvre de M. Crokaert.

* * *

Né à Venloo en 1821, issu d'une ascendance ardennaise, mort à Bruxelles en 1903, Brialmont fut toute sa vie l'homme d'une idée, d'une idée qui le passionne et qui l'absorbe depuis les bancs de l'École militaire jusqu'à son dernier souffle.

Il croit en la nation belge dont la richesse le ravit, dont la faiblesse le désespère; il la voit, non création artificielle de la diplomatie, mais bourgeon terminal d'une lente évolution, et il en veut, d'une volonté tenace, implacable, le complet épanouissement.

Il a l'amour de son pays dans la chair et, dans l'esprit, il nourrit l'ambition, l'ambition léopoldienne, de lui donner le sens de la grandeur.

Pouf lui, il n'y a pas de petit État, il n'y a que de petits esprits, « mais les petits deviennent plus petits encore par le sentiment de leur petitesse ». Il est de l'avis de Kant : « si tu te fais ver, ne t'étonnes point si l'on t'écrase. » Il sait que pour accomplir de grands destins, il faut avoir le sentiment de la grandeur, et il entend l'insuffler à la Belgique. Est-ce que l'exiguïté de leurs territoires empêcha la Grèce de faire, comme dit superbement M. Crokaert, du tison de son foyer le flambeau de la civilisation, Rome de dicter la loi au monde avec les lèvres d'airain de ses trompettes, Venise d'accrocher ses échelles à tous les rivages du Levant, le Portugal de disputer à l'Espagne la possession des mondes nouveaux, la Prusse, la jachère noire et pauvre, de se hausser à l'Empire? Qu'est-ce donc qui empêchera la Belgique de s'accroître par l'expansion coloniale, de devenir la plus grande Belgique?

Il souffre dans son âme de la voir sans frontières naturelles, dépossédée de ses deux bastions flanquants, Maestricht et Luxembourg, ouverte à tout venant comme un moulin banal, et il ne se résigne pas pour elle à ce rôle périlleux d'être, entre Cologne et Paris, le champ clos des luttes de la France et de l'Allemagne, le carrefour et comme le pré-aux-clers des nations qui la foulent sans merci et l'ont tant mutilée.

« Elle n'a ni montagne ni fleuve pour y adosser sa frontière, elle doit se faire une frontière de la poitrine de ses soldats, elle y doit aider en se bâtissant une frontière artificielle de fortune qu'il lui faudra entretenir suivant les progrès constants de la science balistique et de l'art poliorcétique. »

Voilà le dogme brialmontois. Le traduire en fait, en dépit de tous les obstacles, à travers toutes les oppositions, c'est toute sa vie, l'âme de tous ses écrits, le mobile de toutes ses activités.

Il faut mettre en sécurité ce joyau de la Belgique, qui allume tant de convoitises, le mettre à l'abri dans un coffre-fort.

Il n'a cessé de scruter l'histoire pour en recueillir les leçons et qu'y a-t-il vu? Il a vu que cette terre de liberté, passionnée d'indépendance, sur laquelle la domination étrangère n'a pu s'asseoir, en définitive, que deux fois, à proprement parler, en 1795 et en 1815, a trois fois au moins manqué sa destinée, avorté comme nation particulière. La Lotharingie ne sut pas vivre; la Gaule-Belgique, rêvée par le Téméraire, sombre avec lui, et, plus tard, enfin, au XVIII^e siècle, Frédéric II empêchera l'Électeur de Bavière de troquer la Bavière contre les Pays-Bas autrichiens.

L'histoire, tous les jours méditée, apprend à Brialmont cette terrible vérité ainsi burinée par M. Crokaert : « la Belgique est toujours en retard d'une armée ». Oui, les Belges furent en retard d'une armée au temps des États Généraux du XVI^e siècle, pour s'affranchir de l'Espagne avec le Taciturne — qui, d'ailleurs, ne fut pas le pur champion de notre indépendance que représente M. Crokaert; — au temps du Congrès Souverain des États Belges-Unis, pour faire aboutir à son terme logique la révolution brabançonne; au temps du Congrès National encore, où la Belgique naissante faillit succomber sans l'intervention — inconstitutionnelle — de la France.

Passion de la liberté, passion de l'indépendance, lumière sur laquelle, d'ailleurs, porte l'ombre des beffrois communaux, mais passion desservie par l'imprévoyance, la torpeur, l'engourdissement, l'absence presque totale du « sens de la guerre », l'insouciance de l'armée traitée en Cendrillon au foyer de la Nation belge.

Est-ce que, en 1914 même, nous ne faillimes pas être, une fois encore, en retard d'une armée?

Et ici il faut citer une page émouvante où Brialmont parlait lui-même.

Vers le temps où la loi militaire de 1902 fut déposée à la Chambre (la loi qui, basée sur le volontariat, réduisait le service militaire à une convention de louage de services entre le citoyen et l'État moyennement salaire), vers cette époque, M. Crokaert fut reçu par Brialmont dans son hôtel de la rue de l'Équateur qui porte aujourd'hui son nom. Le vieillard ne lui dissimula point son amertume : « Comme Vauban le disait de lui-même, alors que la vieillesse le clouait au fauteuil, je ne suis plus, fit-il, qu'un grognard blanchi que les jeunes ne respectent qu'à la condition qu'il ne prétende plus les instruire. J'en suis là ou presque en ce qui touche la matière

de nos fortifications. On ne me consulte plus que pour la forme. J'ai construit Anvers, j'ai construit les forts de la Meuse. Je suis orfèvre. Cependant, Monsieur, retenez bien ceci : On n'aura rien fait pour la défense du pays tant qu'on ne l'aura pas doté d'une forte et nombreuse armée, capable même de prendre l'offensive. Les forts, quelque modernes et bien armés qu'ils soient, ne sont que des outils. Après Strabon, je répète que ce sont les hommes qui défendent les murailles et non les murailles qui défendent les hommes. Il faut une grande armée pour que les forts servent à quelque chose. A quoi bon des pivots de manœuvre si rien ne manœuvre? Or, mes forts sont avant tout des pivots de manœuvre.

N'oublions pas notre histoire. N'oublions pas le Hanovre de 1866 et les périls courus en 1870. L'horizon de l'Europe menace de s'assombrir. Puisse la Belgique s'en apercevoir, bien qu'il n'y paraisse guère aujourd'hui. »

Comme il reconduisait son visiteur, celui-ci le vit rejeter son énergique tête blanche en arrière dans un geste qui lui était familier, en ajoutant d'une voix âpre : « J'ai fait mon devoir. Aux autres maintenant de faire le leur!... »

* * *

Oui, il fit son devoir de grand patriote. Il estimait que la guerre doit être aussi présente à un gouvernement que la pensée de la mort à chaque homme, et il a écrit que le lit de repos de l'humanité est un lit de camp. Il lutte toute sa vie contre l'illusion du pacifisme, la coquecigrue de la paix perpétuelle, cruelle chimère, puisqu'elle désarme les faibles pour les livrer en proie aux forts qui ne désarment jamais.

Dans un chapitre curieux M. Crokaert, complétant la pensée de Brialmont a fait le bilan des idéologies pacifistes et montré à l'évidence que « c'est le rêve de l'orgueil ou de la candeur de prétendre à faire régner une paix perpétuelle par la sorcellerie des philtres diplomatiques ou l'alchimie des théories sociales. » Pas plus efficace que la Sainte Alliance des rois, après 1815, le pacifisme bélant de la démocratie après 1848. Si ces billevesées n'avaient pas été si durement flagellées par les faits, comme on s'amuserait des propos tenus au Congrès de la Paix de 1849, par Richard Cobden : « Votre projet de fortifier Anvers est, à tous les points de vue, dépourvu de bon sens », par Victor Hugo : « Avant peu, l'homme parcourra la terre comme les dieux d'Homère parcouraient le ciel, en trois pas, encore quelques années, et le fil électrique de la concordie entourera le globe et étreindra le monde », ou par l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, l'apôtre de la pacification, qui devait mourir, de la main de sang d'autres apôtres de la paix universelle.

Heureusement pour nous, Brialmont était doué d'une autre clairvoyance et plut à Dieu que ses terribles prophéties, réalisées à la lettre, eussent été mieux écoutées.

M. Crokaert, qui s'est merveilleusement familiarisé avec tous les secrets de la poliorcétique, a tracé dans son livre une histoire complète de la fortification pour y situer l'œuvre de génie de notre grand ingénieur militaire, de celui qui justifie le glorieux surnom de Vauban belge. Du tracé bastionné, il passe au type purement polygonal qu'il réalise à Anvers de 1860 à 1866, et dans lequel, par une hardie innovation, il emploie les cuirassements métalliques, jusqu'alors réservés à la marine. Il crée, en un type nouveau où triomphent le béton et la coupole, les vingt et un forts de la Meuse, à la fois citadelles, casernes, usines, ateliers, fruit de son génial labeur.

Mais, comme je l'ai insinué plus haut, ces travaux techniques se relieaient dans sa pensée à l'organisation de vastes régions fortifiées pour constituer ainsi un puissant système défensif. Son œil d'aigle embrasse toute la terre du pays que sa main robuste, comme dit M. Crokaert, doit être prête à pétrir.

C'est dans cette stratégie des forteresses qui les distribue comme les pièces d'un savant échiquier que Brialmont, sans être le créateur qu'il fut en matière de technique, a déployé une telle puissance d'assimilation et une telle maîtrise du sujet qu'il parut le père même des idées de ses devanciers.

Sa fameuse brochure, publiée en 1882, sur la *Situation militaire de la Belgique*, frappa d'admiration Emile Banning, et désormais ces deux nobles esprits, doués de la même clairvoyance, unirent leurs efforts pour faire triompher l'idée de fortifier la ligne de la Meuse. Au prix de quelles luttes ces travaux furent exécutés, c'est ce que révèle la triste histoire de notre vie parlementaire.

Que serait-il advenu en 1914, si la Meuse n'avait pas été fortifiée? On n'y peut penser qu'avec angoisse.

Brialmont avait tout prévu d'ailleurs avec une lucidité étonnante, dès 1882. « L'Allemagne, écrivit-il, violera certainement le territoire neutre du grand-duché du Luxembourg, et vraisemblablement le territoire neutre de la Belgique, à moins que ce dernier pays n'augmente de beaucoup ses moyens de défense... Si l'Allemagne attaque la France, elle a un intérêt immense à passer la Meuse à Liège ou à Namur pour envahir la France par le Nord. La première guerre entre l'Allemagne et la France démontrera l'impérieuse nécessité des travaux de la Meuse.

« Si nous voulons donc qu'on ne prenne pas le vallon de la Meuse pour ligne d'opérations, nous devons tirer le verrou sur les deux portes de cette vallée : Liège et Namur ».

Et la stupéfiante prédiction que M. Paul Hymans, l'auteur de l'avant-propos, recueillit de la bouche de la vénérable M^{me} Osterrieth, nièce du général. « Un jour, lui avait dit son oncle, on pleurera des larmes de sang pour n'avoir pas construit le fort de Lixhe. » Et l'événement vint, ajoute M. Hymans. Là où le passage fut devenu impossible, les Allemands passèrent. Si ce fort eût été construit, si à cette ligne mosane de la défense belge étaient venus s'appuyer les effectifs que Brialmont avait tant réclamés dans sa campagne de brochures, dans sa campagne parlementaire, durant la législature où il siégea à la Chambre; si, au lieu de n'être que de simples têtes de pont, les forts de la Meuse avaient constitué la base d'une vaste région fortifiée, hérissée de canons, servant de position de combat à toute une armée, l'Allemagne eût-elle été seulement tentée de passer par la Belgique? La face des événements n'eût-elle pas été singulièrement modifiée?

* * *

On sait que la réputation du Vauban belge était universelle, et M. Jules Leclercq rappelait l'autre jour à l'Académie, en présentant le volume de M. Crokaert, que se trouvant au fond de l'Asie, à la frontière chinoise, et y ayant rencontré un bataillon de Russes campant en plein désert, il fut invité à se reposer sous leur tente, où dès qu'on apprît sa qualité de Belge, on s'empressa de verser le champagne à la santé de Brialmont.

La Roumanie, la Grèce, la Bulgarie, la Turquie, le Siam, d'autres pays encore furent par lui pourvus de fortifications, et il est vraiment extraordinaire que la Belgique neutre et pacifique ait produit un maître dans les arts de la guerre, jouissant d'une autorité mondiale.

Cet homme, supérieurement doué, avait une puissance de travail exceptionnelle qui explique l'étendue de sa production, 35 volumes, 74 brochures, en tout 15,522 pages, 12 atlas in-folio, et la multiplicité de ses travaux.

« Le travail, a-t-il écrit, a pris mon existence; peu à peu, il m'a volé à ma mère, à ma femme, à tout ce que j'aime. C'est le germe apporté dans le crâne, qui mange la cervelle, qui envahit le tronc, les membres, qui rongé le corps entier. Dès que je saute du lit, le matin, le travail m'empoigne, me cloue à ma table, sans me laisser respirer une bouffée du grand air; puis, il me suit au déjeuner; je remâche mes phrases avec mon pain, le voici qui m'accompagne quand je sors, rentre dîner, s'installe dans mon assiette, se couche le soir sous mon oreiller, si impitoyable que jamais je n'ai le pouvoir d'arrêter l'œuvre en train dont la végétation continue jusqu'au fond de mon sommeil. »

Ce laborieux infatigable, qui vécut jusqu'à 82 ans, laisse un souvenir impérissable et d'immortels exemples. La religion, trop absente de sa vie, ne le fut pas de sa mort, et le grand citoyen, l'illustre patriote a fini en chrétien soumis à l'Eglise. Puisse la Belgique, désormais affranchie de la neutralité, ne pas oublier les leçons que lui a léguées son Vauban!

J. SCHYRGENS.

La crise du protestantisme continental

D'après un article du Dr Alfred Keller : Le Protestantisme continental de nos jours dans The Contemporary Review.

Si l'on peut dire que la France a gagné la guerre du point de vue militaire, — l'Angleterre — du point de vue politique, l'Amérique — du point de vue

économique, le Slave — du point de vue « racique », le Juif — de celui de la culture, l'Eglise catholique a certainement gagné la guerre du point de vue religieux.

Le Protestantisme continental passe par une des crises les plus sérieuses qu'il ait connues depuis l'époque de la contre-réforme. Et, dans cette crise, la prédominance indéniable de l'influence catholique politique sur le continent et la menace qui en résulte pour le protestantisme ne constituent qu'un des aspects du péril de l'heure présente.

Comme règle générale, les Eglises protestantes ne sont pas riches. Elles éprouvent de grosses difficultés à recruter des pasteurs. Dans les facultés de théologie protestante hollandaises, écossaises, suisses, et américaines sont reçus beaucoup de jeunes gens protestants du continent; mais un grand nombre ne peuvent être reçus. Au courant de l'hiver dernier plus de cinq cents périodiques ecclésiastiques protestants ont dû cesser de paraître dans un seul pays.

Sur l'initiative du *Federal Council of Churches* aux Etats-Unis, la Fédération des Eglises suisses a convoqué en 1922, à Copenhague, une grande conférence protestante, pour examiner de commun accord la situation faite au Protestantisme sur le continent européen; fait unique dans son histoire. Rien de pareil ne s'était en effet produit depuis quatre siècles. Une œuvre d'assistance commune fut organisée; elle est aujourd'hui concentrée à Zurich, c'est le principal résultat de cette conférence de Copenhague, dite *Copeck* (Continental protestant evangelical conference).

L'avance catholique, très notable, représente un autre aspect de la crise protestante; des buts politiques viennent s'y greffer. Plusieurs des nouveaux Etats poursuivent une politique nettement catholique. En Allemagne le centre possède une influence particulière. Quatre chanceliers catholiques s'y sont succédés, alors que le Reich ne compte que 20 millions de catholiques contre 39 millions de protestants.

Des premiers ministres catholiques sont aujourd'hui au pouvoir en Hollande et en Suisse. Une propagande catholique très sérieuse est menée en Scandinavie. En Allemagne, 711 nouveaux couvents et autres institutions catholiques analogues ont été fondés depuis 1919, tandis qu'au cours de la dernière année, seule 85 institutions évangéliques y ont été fermées. A Riga, l'Eglise Saint-Jacques, luthérienne depuis 1524, a été remise à l'évêque catholique. En Pologne, en Autriche, en Espagne beaucoup d'écoles protestantes ont une situation éminemment précaire.

Un troisième aspect de la crise protestante saute moins aux yeux. Il git dans un état de tension, devenu aigu, entre la culture moderne et l'Evangile. L'idée même d'Eglise est attaquée par un grand nombre de sectes. La cause en France, la *Mission intérieure* en Europe centrale s'attachent, il est vrai, à ramener les masses au Christ et à l'Eglise. Mais contre elles se dresse l'effort d'un certain nombre d'églises américaines, qui veulent infuser dans le protestantisme européen un nouveau type de vie ecclésiastique. C'est là un problème très sérieux pour les vieilles églises protestantes nationales. Le protestantisme européen n'aura-t-il pas à marcher sur les traces du protestantisme américain, s'émiettant presque à l'infini, quitte après de longues périodes de division, à retrouver une « union » sui generis dans des « fédérations », telles que le *Federal Council of Churches*?

La crise, par laquelle le protestantisme passe sur le continent est due aussi en partie à la longue résistance qu'il a opposée aux transformations sociales nouvelles, à ses hésitations à aborder de front le problème social. Aussi, sur le continent, les partis « ouvriers » officiels se sont-ils bien plus éloignés de toute vie religieuse que les mouvements similaires dans les pays anglo-saxons. La social-démocratie allemande ne compte pas d'hommes dans ses rangs, qui, tels Mac Donald ou Henderson, demandent le progrès social au nom de l'Evangile. Le protestantisme officiel a été trop de siècles lié à l'Etat, à la monarchie, aux classes dirigeantes et à leurs intérêts.

La Russie moderne appartient-elle au monde occidental? La réponse n'est pas certaine, mais un problème se pose dans le sein de son Eglise, qui intéresse vivement le protestantisme. L'Eglise orthodoxe est forcée aujourd'hui de demander du secours à l'occident. Elle a reçu un coup terrible en Asie Mineure, lorsque le christianisme en a été, somme toute, éliminé. En Russie, l'Eglise doit faire face aux mesures antireligieuses des soviets, mesures dirigées, il est vrai, en grande partie contre les idées et les buts politiques liés à l'ancienne Eglise russe et contre les « superstitions », dont les soviets tiennent l'orthodoxie russe responsable.

Quoiqu'il en soit, ils espèrent manifestement que leurs nouvelles méthodes d'enseignement élimineront, dans la prochaine génération, toute vie religieuse.

L'Eglise orthodoxe regarde dès lors vers l'occident : elle n'en attend ni un appui politique, ni des missionnaires, rien qu'« une nouvelle compréhension de l'Evangile et de la tâche et des méthodes d'une Eglise vivante ».

Le protestantisme occidental, spécialement américain, ne pense nullement

à recruter en Russie des prosélytes. Il ne s'agit que de rendre un vrai service, un service dénué d'égoïsme à une église chrétienne, tâchant à édifier avec ses propres moyens et sous ces formes propres une vie et une organisation nouvelles. Un champ d'activité s'ouvre ici devant le protestantisme américain.

Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas besoin que je leur explique que l'auteur protestant de cette étude est ici victime d'un malentendu. L'Église fusse n'attend aucune « nouvelle compréhension de l'Évangile », et de l'Occident protestant. Décimée par les persécutions et — en partie seulement — par les défections, elle reste aussi ancrée dans le conservatisme dogmatique que par le passé. Les tendances réformistes ou pseudo-réformistes sont représentées par les « Églises » russes nouvelles, où se sont donné rendez-vous nombre de Judas ou de simples carriéristes en soutane. Celles-ci semblent comprendre — il ne me sera pas tenu rigueur, je l'espère, d'une légère exagération — presque autant d'« enseignés » que d'« enseignants ». L'immense majorité des fidèles est restée dans les cadres de l'Église « tykhoneienne ». Vu la passivité sans bornes de la presque totalité de ses fidèles, les affaires des Soviets et des communistes n'en vont malheureusement pas plus mal, mais les assertions de M. Keller appelaient cette rectification peut-être inutile.

Comte P.

FRANCE

La paix du monde

D'après un article du comte de Saint-Aulaire, ancien ambassadeur de France à Londres : La présidence Hindenburg et la Paix du monde, dans *La Revue des Deux-Mondes*, du 1^{er} juillet 1925.

L'aigle impérial, qui étincelle aujourd'hui sur le casque à pointe du président Hindenburg, est toujours vigoureux. Il refuse de se laisser apprivoiser. Il déploie ses ailes. Mais, ayant perdu entre 1914 et 1918 quelques plumes, il aggrave de prudence son astuce. En guise de rameau d'olivier il tient aujourd'hui au bec un pacte de sécurité.

Il ne convient pas qu'en face de l'aigle allemand le coq gaulois se complaise dans la politique de l'autruche.

L'élection d'Hindenburg est comme une bombe éclairant fort opportune. Scrutons attentivement les abîmes et les horizons qu'elle nous révèle. Examen d'autant plus nécessaire que le triomphe du nationalisme en Allemagne est accentué par l'absence de réaction des pays alliés.

Hindenburg est un symbole très simple et très clair : celui des aspirations du pangermanisme, du prussianisme, de la revanche. C'est un dieu pour les foules ; mieux que cela : une idole ; plus encore : un fétiche, aimé pour lui-même, naturellement et passionnément. Il a pour lui la force matérielle, avec l'armée et les associations de combattants ; la force économique, avec l'industrie lourde ; la force morale et intellectuelle, avec l'enseignement supérieur, détenteur et propagateur de la mystique pangermaniste.

Plus significative encore est l'élection du feld-maréchal si on l'apprécie d'après le programme de ses adversaires et le choix de son compétiteur.

N'oublions pas que le programme des gauches est nettement nationaliste lui aussi ; que beaucoup de socialistes allemands sont teintés de monarchisme ; que les « démocrates », les seuls qui soient plus ou moins sincères dans leur profession de républicanisme, ont subi aux élections présidentielles le recul le plus sensible.

Certains journaux français ont tenté de donner le change sur les véritables causes de l'élection du 26 avril, en l'attribuant à l'occupation de la Ruhr. Rien de plus faux, puisque c'est dans la Ruhr et en Rhénanie que Marx a eu le plus de voix. Les populations rhénanes, riches et prospères, sont naturellement attachées à la paix ; c'est la Prusse, pauvre et conquérante, qui demeure le foyer du militarisme et le restera jusqu'à ce qu'il lui soit bien démontré (et cette démonstration doit être prolongée et rigoureuse) que la guerre « ne paie pas ».

Il est faux que l'énergique revendication des droits des Alliés, tels qu'ils sont inscrits dans les traités, réveille le pangermanisme, la réaction et *vice versa*. C'est tout le contraire qui est vrai. Le maximum de faiblesse de la part des Alliés coïncide, en Allemagne, avec le maximum de nationalisme. L'élection d'Hindenburg répond à une politique de renoncement, pratiquée par les Alliés depuis un an.

À quoi certains commentateurs répliquent que les Français en ont fait autant après 1871 et qu'Hindenburg n'est que le Mac-Mahon de l'Allemagne. Assimilation avec « un des principaux criminels de guerre » qui est injurieuse

pour le chevaleresque soldat surnommé « le Bayard des temps modernes » et, du reste, faussé historiquement. Mac Mahon a été porté au pouvoir par les conservateurs, partisans, en ce temps-là, de la paix. Partie, après ces défaites, de l'idée monarchique, la France aboutit, en 1877, à la République, devenue tout à fait pacifique. En Allemagne, c'est le processus inverse que nous observons.

Certains « fakirs de l'optimisme » vont plus loin encore, du reste, en prétendant que la paix sera mieux assurée avec Hindenburg qu'elle n'eût été avec Marx !

Examinons la situation en prenant pour base non le programme des revendications nationalistes, mais le programme minimum, celui des socialistes, dont nous admettrons provisoirement la sincérité en ce qui concerne la renonciation à l'Alsace-Lorraine.

Ce programme minimum comporte, comme compensation de la garantie des frontières franco-allemandes, et de la neutralisation de la Rhénanie, la révision des frontières à l'Est et l'incorporation de l'Autriche au Reich. On offre à la France l'Alsace-Lorraine, comme si elle ne l'avait pas déjà, et on veut « marier » les industries lourdes des deux pays. C'est une réédition, *mutatis mutandis* de l'entrevue de Napoléon III et de Bismark en 1865, et des tentatives d'amorçage de la Prusse d'alors.

Le « pacte » tel que le veut l'Allemagne, équivaudrait à livrer les garanties réelles de paix établies par les traités dans l'Europe centrale et sur le Rhin et à signer l'arrêt de mort des amis les plus fidèles de la France à l'Est, en échange de garanties dérisoires.

Une neutralisation de la Rhénanie, substituée à la démilitarisation, stipulée à Versailles serait opposable à la France, comme à l'Allemagne, et paralyserait la France, en cas d'agression allemande contre la Pologne. Les mains françaises ne seraient pas seulement vides et liées, elles ne seraient même pas nettes. Ce serait, en revanche, le champ libre laissé au Reich à l'Est.

Il pourrait à son aise y jeter l'étincelle, qui, dans un monde saturé d'électricités contraires, déterminerait une nouvelle conflagration mondiale.

On sait les sourdes colères que provoquent en Allemagne le couloir dit de Dantzig, à ses yeux, « phénomène de tératologie politique » et le partage de la Haute-Silésie. L'article 19 du *Covenant* de la S. D. N. donne au Reich le droit de la saisir d'une requête tendant à un nouvel examen des traités que lui, le Reich, juge inapplicables et de nature à mettre en péril, la paix du monde. En théorie, les décisions de la S. D. N. étant prises à l'unanimité, rien ne pourra être fait sans l'assentiment de la Pologne.

En pratique, il en sera autrement. Le Reich commencera par prendre « la température » de l'Europe, de la France surtout. S'il trouve la voie barrée, il battra en retraite. Si elle est libre, il s'y engagera résolument, malgré toutes les protestations platoniques. Si l'attitude des Puissances ne donne pas une indication nette, il commencera par lancer dans le couloir les organisations anti-polonaises de Poméranie, de Dantzig, de Königsberg, même de la Lithuanie. Si la France réagit, il les désavouera ; dans le cas contraire, il leur enverra des renforts de la *Reichswehr*. Ou bien l'Allemagne encouragera une agression contre la Pologne de la Russie des Soviets, tout en provoquant dans le « couloir » des incidents qu'elle pourra exploiter. Les risques d'intervention française seront par là considérablement réduits ; il n'est du reste nullement sûr qu'une pareille intervention s'exerce nécessairement contre la Russie, le traité soviéto-polonais, de Riga, étant postérieur d'un mois au traité d'alliance polono-français.

Pour ce qui est des revendications allemandes sur la partie polonaise de la Haute-Silésie, on se trouve-là en présence d'une sentence arbitrale de la S. D. N., rendue après une étude approfondie du problème, et on ne voit pas bien le Reich lui demandant de se déjuger. D'autre part, les revendications allemandes sont ici soutenues par le socialisme international, prenant ainsi le parti des « exploités » et « capitalistes » prussiens contre les ouvriers polonais. Du reste, il prend aussi parti pour la guerre, puisque la Haute-Silésie polonaise doit, si elle est récupérée, doubler, comme arsenal de guerre, la région de la Ruhr.

Le troisième article du programme des modérés allemands, le rattachement de l'Autriche, est d'une exécution plus facile. L'Allemagne y préleverait par un plébiscite, mettant ainsi dans une situation embarrassante et la S. D. N. et les signataires d'un traité fondé sur le droit des peuples à l'autodétermination ; et la première conséquence de l'entrée de l'Autriche dans le Reich, serait de placer la Tchécoslovaquie dans une situation analogue à celle de la Pologne, après la suppression éventuelle du couloir de Dantzig.

Un pareil programme signifie la guerre, et la guerre générale, le jeu des alliances excluant toute localisation des conflits.

L'agression de l'Allemagne contre la Pologne serait accompagnée ou même précédée de l'agression soviétique. Tour à tour entreraient en lice : la Roumanie, alliée de l'État polonais ; la Hongrie et la Bulgarie ; les États de la

Petite Entente et la France, sous peine de signer une double déchéance. L'Allemagne et la Russie des Soviets alliés mettraient en œuvre les incalculables ressources de l'Asie.

Depuis le commencement du XX^e siècle, les événements d'Asie se combinent avec les maléfices de l'Allemagne pour dresser le continent jaune contre l'Europe. La défaite russe de 1904-1905 a entamé à jamais le prestige de l'Europe.

Les divisions des blancs, se traitant eux-mêmes de barbares, au cours de la grande guerre, achèvent de les discréditer. L'Évangile wilsonien donne une formule et un principe aux revendications asiatiques. D'autre part l'ostracisme infligé aux États-Unis par l'homme blanc à l'homme jaune est ressenti dans toute l'Asie. Libre désormais de toute attache avec la Grande-Bretagne, le Japon se prépare avec un ardeur silencieuse et farouche au rôle de champion de l'Asie. Il se rapproche de la Russie des Soviets, qui s'entremet pour le réconcilier avec la Chine. Dès à présent, Tokio compte, le cas échéant, sur Berlin, et l'Allemagne sur le Japon. Sur ce mélange détonant d'intrigues, de convoitises et de haines, la Russie des Soviets répand la propagande explosive du bolchévisme.

Le péril est immense et imminent.

Sommes-nous donc à la veille d'un conflit gigantesque où s'affronteraient en la plus formidable des étreintes, continents, races et nations? Depuis l'explosion du bolchévisme, l'Europe n'est plus en sécurité. L'Empire russe était autrefois pour l'Europe un isolateur contre l'orage qui gronde en Asie : il est devenu conducteur et générateur de foudre.

Une question domine tout : quel sera le rôle de l'Allemagne, déjà liée à la Russie des Soviets? Si elle déserte l'Europe, tout espoir de faire face à la crise à venir par des solutions qui ne seraient pas exclusivement celles de la force est ruiné.

Son intérêt évident serait de s'associer aux Alliés dans un bloc assez puissant pour décourager les assauts du bolchévisme. Mais rien ne nous dit que l'Allemagne sera assez sage pour cela. Elle jouera sans doute une fois de plus la carte de l'Asie contre l'Europe, en prenant de nouveau pour point de direction *nach Paris* : car c'est en ce sens seulement qu'elle se rapproche de la France. Quelle tentation pour sa haine et son orgueil que de préparer sa vengeance en prenant le commandement suprême des races coalisées contre ses ennemis en créant une nouvelle « ligne Hindenburg », allant cette fois de l'Atlantique au Pacifique!

Tel est l'aboutissement logique de la politique actuelle de Berlin.

Revenons à notre point de départ. Si les destins du monde sont suspendus aux décisions de l'Allemagne, celles-ci dépendent de l'action des alliés, laquelle sera déterminée par celle de la France. Celle-ci a le devoir de prendre ce rôle dirigeant, elle qui est, tout au moins, l'armée de couverture de l'idéal interallié. Elle n'est pas sans alliés. Elle peut compter sur la fidélité chevaleresque de la Belgique; sur la Pologne; sur la Petite-Entente, qu'on voit facilement pousser des antennes vers la Grèce, d'une part, vers la Turquie, de l'autre. Le rattachement de l'Autriche au Reich menacerait sérieusement l'Italie, vers laquelle la France a le devoir de regarder inlassablement, cultivant avec soin tout ce qui peut faire de l'amitié entre les deux pays une force agissante et féconde.

D'autre part, installé au balcon autrichien d'où on respire déjà les parfums de la Méditerranée, l'ogre germanique n'assistera pas longtemps en spectateur au festin des peuples assemblés autour de la mer latine. Il lorgnera bientôt l'Empire britannique, à laquelle il se heurtera fatalement, plus fatalement qu'à la France.

Mais l'Entente n'est pas morte; elle dort seulement depuis l'Armistice; elle se réveillera quand les deux pays éprouveront de nouveau le sentiment du danger commun. Toute la question est de savoir si leur collaboration pourra être rétablie en deçà de la catastrophe. On peut espérer qu'il en sera ainsi; et le jour où la France et l'Angleterre marcheront la main dans la main, la paix sera assurée autant qu'elle peut l'être.

Mais la France est un pays épris de logique et de précision, l'Angleterre aux principes rigides préfère les formules assez souples pour se modeler sur une réalité toujours mouvante. De là, l'extrême difficulté d'une entente sur les garanties de la sécurité. L'étude des principes et des formules a fait éclore toute une littérature ou plutôt une idéologie. Le plus souvent de pareils projets ne sont qu'un leurre. Ils peuvent être aussi un piège. Tel est le cas du pacte que propose Berlin et qui tend à substituer au désarmement de l'Allemagne celui de la France et qui ne garantit sérieusement que... l'impunité de l'Allemagne si celle-ci se rend coupable d'une agression contre des frontières non garanties, comme celles de la Pologne!

Un pareil pacte de sécurité serait pour les alliés le symbole diplomatique du minimum d'effort et du maximum d'insécurité. Le piège est trop grossier du reste pour que les alliés y tombent tout à fait.

Ce qui importe avant tout c'est que l'Angleterre et la France manifestent

dans la pratique la solidarité profonde de leurs intérêts. Cette démonstration suppléera au pacte. Car la mésentente anglo-française est la principale cause du chaos européen. Ressuscitée dans les faits, l'Entente exercera une attraction irrésistible sur la Petite-Entente, sur l'Italie, sur l'Espagne, enfin sur l'Islam même, où les intérêts des deux pays sont identiques.

Ainsi serait conjuré le péril de la monstrueuse « ligne Hindenburg ». Peut-être, en fin de compte, l'Allemagne elle-même subirait-elle l'effet de ce vaste consortium de paix, consortium auquel on peut espérer voir se rallier l'Amérique; et, après une liaison dangereuse avec le bolchévisme, rentrerait-elle au bercail occidental.

Mais pour que l'Occident soit un bercail, où reviennent les égarés, il lui faut de bons bergers.

Or, il n'en est pas de meilleur que le génie français : génie de l'ordre, de la prévoyance, de la clarté, de l'unité; enfin, plus que jamais, de paix.

Car la France a atteint les limites de son expansion; elle est le champion de l'ordre nouveau fondé sur la libération de toutes les Alsaces-Lorraines, et le principe de son intégrité se confond avec celui de l'Europe actuelle. La situation est la même qu'à l'époque du Congrès de Vienne avec la victoire en plus, Talleyrand en moins, et le principe de démocratie substitué à celui de légitimité.

Ce génie français est sujet, il est vrai, à de brusques et passagères éclipses. Il traverse une crise d'intelligence, de volonté et — ce qu'il y a de plus grave — de mémoire. Le *memento* des morts doit être ici le salut des vivants. Inspirons-nous de leur message. C'est ainsi que la France guérira.

L'élection d'Hindenburg entrant au milieu des acclamations, dans sa bonne ville de Berlin, devrait l'arracher à ses discordes et à sa torpeur.

Cet événement devrait être, à Paris, le signal du rassemblement de toutes les énergies nationales.

Que la France ne se manque pas à elle-même : les amis et les alliés ne lui manqueront pas. Qu'elle fasse, en attendant, son examen de conscience; que les hommes politiques français, devenus des mystiques, se recueillent et méditent sans rien engager. Il s'agit non de faire du pugilat devant les rostrales, mais de faire oraison devant l'autel de la patrie.

L'espérance redeviendra facile, à contempler la génération montante qui a reçu de la génération de la guerre les consignes de la patrie. Les exemples des héros ont ensemencé les esprits et les cœurs. Ceux qui n'ont pas été choisis pour tomber en martyrs savent qu'ils doivent à la France d'être des apôtres. C'est dans le miracle éternel de sa jeunesse qu'est l'avenir de la France : « moins sur les genoux des dieux que dans les mains de nos enfants ».

Catholiques Belges

soutenez notre effort

d'apostolat intellectuel

ABONNEZ-VOUS à

La revue catholique des idées et des faits

la plus importante revue belge
renseignant sur tous les problèmes
religieux, politiques, sociaux,
littéraires, artistiques.

Abonnements :

Un an, 25 francs, six mois, 15 francs.

Imp. A. LESIGNE, 27, rue de la Charité, Bruxelles.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Société anonyme fondée par arrêté royal du 28 août 1822

3, Montagne du Parc BRUXELLES

FONDS SOCIAL :

100,000 Titres de Capital . . fr. 100,000,000

100,000 Parts de Réserve . . fr. 250,628,393

Total . . fr. 350,628,933

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Le service d'agence de la Société Générale de Belgique est assuré en province par ses banques patronnées et leurs agences dans plus de 300 villes et localités importantes du pays.

Application générale de l'électricité

A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTRIERIE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines BRUXELLES



COMPTOIR
D'OPTIQUE



Maison BLAISE

FONDÉE EN 1885

46, RUE DE LA PAIX IXLLES-BRUXELLES

Lunetterie française et américaine. Exécution rapide et soignée des ordonnances de MM. les oculistes.

Même Maison en face au 49

HORLOGERIE — BIJOUTERIE — ORFÈVRIERIE

Décoration

G. Veraart

25, Place Van Meyel, ETTERBEEK (Bruxelles)

PEINTURE — DÉCOR
AMEUBLEMENT

ENTREPRISE GÉNÉRALE
DE DÉCORATION INTÉRIEURE

LIBRAIRIE SAINT-LUC

MAISON LIELENS

R. VAN ESPEN-DUFLOT SUCC.

26, rue de la Montagne BRUXELLES

Missale romanum. — Breviarum romanum.
— Livres liturgiques. — Ascétisme. —
Grand choix de livres de prières et de
chapelets. — Imagerie religieuse. —
Cachets de 1^{re} communion.

Typographie — Lithographie. — Reliures.

ORFÈVRIERIE

Christofle

ORFÈVRIERIE ARGENTÉE ET
DORÉE — ORFÈVRIERIE D'AR-
GENT — SERVICES DE TABLE
— SERVICES A THÉ —
— SURTOUT CANDÉLABRES —
CADEAUX ET CORBEILLES
DE MARIAGE
— COUPES DE SPORTS —

SUCCESSALE DE BRUXELLES

58, rue des Colonies

— Téléphone 177.87 —

Michel Swartenbroeckx

AGENT DE CHANGE AGRÉÉ

ORDRES DE BOURSE
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
DE PREMIER ORDRE

Circulaire privée gratuite sur demande

22, rue Royale (Parc), BRUXELLES

Téléphone
209.06

Adresse Télégraphique
Swartbourse-Bruxelles

Compte chèque postal
126.202

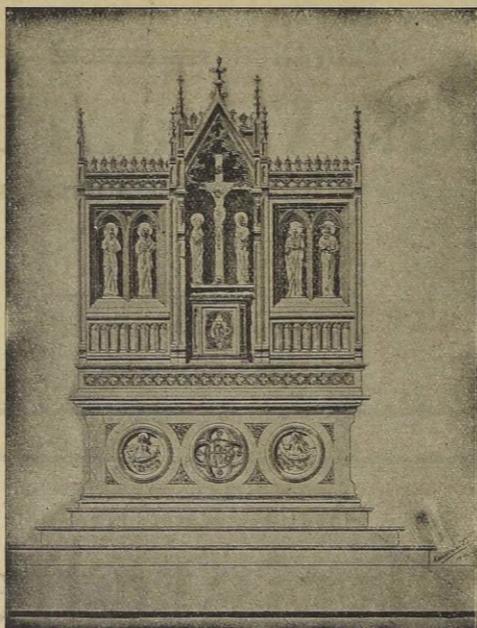
GRANDS ATELIERS D'ART RELIGIEUX

COMPAGNIE DES ARTS

POPPE & C^{ie}, BRUXELLES

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL : 3,000,000 DE FRANCS



Spécialisés pour l'exécution de tous travaux de
MOBILIER D'ÉGLISE — SCULPTURE
--- PEINTURES RELIGIEUSES ---
TABLEAUX — DÉCORATION MURALE
STATUAIRE — BRONZE, CUIVRE, etc.
EN TOUTES MATIÈRES ET EN TOUS STYLES



PRIX — DESSINS — DEVIS — VISITES
Gratis sur demande

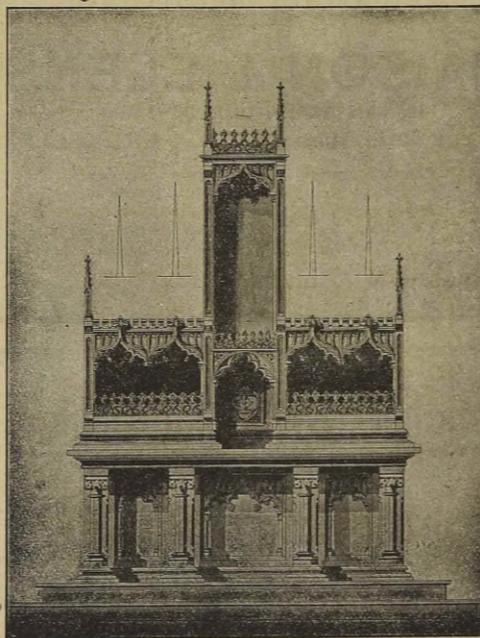


ENTREPRISES GÉNÉRALES (Belgique, Étranger)
FOURNITURES COMPLÈTES
pour ÉGLISES, CHAPELLES ET SACRISTIE



STUDIO — ATELIERS — BUREAUX
15, 17, 19, rue de la Croix-de-Pierre
BRUXELLES — Téléph. : 479.60-483.11

Adresse télégraphique : Artes-Bruxelles
Comptes Chèques Postaux n° 1057-27



Caisse Générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : BRUXELLES, rue des Colonies, 11

Capital : 20,000,000

Réserves : 25,000,000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Comptes de Chèques et de Quinzaine

-- Dépôts de Titres et de Valeurs --

Lettres de Crédit -- Prêts sur Titres

- - - Coffres-Forts - - -

BUREAUX DE QU'ARTIER :

Place Bara, 14, Cureghem.	Rue des Tongres, 60 - 62,
Parvis St-Gilles, St-Gilles.	Etterbeek.
Place Saintelette, 26, Molenbeek.	Place Liedts, 18, Schaerbeek
	Rue du Bailli, 79, Ixelles.

◆◆◆ CARRELAGES ◆◆◆

J. Swartenbroeckx

6, Avenue de la Porte de Hal

Téléphone
B 15911

BRUXELLES

Téléphone
B 15911

◆◆◆ REVÊTEMENTS ◆◆◆



Banque de l'Arrondissement d'Anvers

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social :
Longue rue Neuve, 107-111
ANVERS

Succursale;
Rue Théophile Roucourt, 2
BERCHEM-lez-Anvers

Comptes chèques. — Ouvertures de crédit. —
Comptes à terme. — Comptes de quinzaine. —
Caisse d'épargne. — Location de coffres-forts. etc.

QUI S'HABILLE BIEN

S'HABILLE CHEZ

François Vanderlinden

Rue des Cultes, 17, BRUXELLES

P. B. P. **PETIT-BEURRE PAREIN** P. B. P.

MARCHAND TAILLEUR

Costumes
de
Soirées

Maison L. Dupaix

Costumes
de
Cérémonies

50, rue du Marais. Bruxelles

A la Grande Fabrique

Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910.

E. Esders

26, Rue de la Vierge Noire, 26

BRUXELLES

VÊTEMENTS POUR HOMMES, DAMES
ET ENFANTS

Livrées et uniformes. — Vêtements de sports
et voyages. — Lingerie. — Bonnetterie. —
Chapellerie. — Ganterie. — Chaussures. —
Cannes. — Parapluies. — Fourrures. — Modes.

CHOCOLAT**DU C'ANVERS**LA GRANDE
MARQUE BELGE

La marque qui se trouve sur tous nos Gramophones et Disques
C'est le symbole de la suprématie

Demandez nos catalogues et l'adresse du revendeur le plus proche.

C^{ie} française du Gramophone

BRUXELLES
171, boulevard Maurice Lemonnier
65, rue de l'Ecuyer
42, place de Meir. Anvers.

Maison fondée en 1873 **VAN CAMPENHOUT Frères et Sœurs****François VAN NES** Successeur

13, Rue de la Colline, 13 -- BRUXELLES -- Téléph. : 227.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE RÉGISTRES — COPIE-LETTRES
CHAPELETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES.

Usine électrique : 36, Rue Vanderstraeten, 36, Molenbeek-Bruxelles

"NUGGET"
POLISH POUR CHAUSSURESBasil
Rouville

Soleil ou Pluie

"NUGGET" luit

LA MAISON DU TAPIS

BENEZRA

41-43, Rue de l'Ecuyer, 41-43 - BRUXELLES

TAPIS D'ORIENT, ANCIENS et MODERNES.
— MOQUETTES UNIES tous les tons. —
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS
— (divers dessins et toutes largeurs), —

CARPETTES DES FLANDRES ET AUTRES
— — (imitation parfaite de l'Orient). — —
TAPIS D'AVIGNON UNIS ET A DESSINS.

Les prix défient à qualité égale toute concurrence.

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS